

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf participe à la réunion des Non-alignés à Kampala

P 4



Sergueï Lavrov, ministre russe
des Affaires étrangères

SAHARA OCCIDENTAL

Le niet russe aux manœuvres du Maroc

LIRE EN PAGE 4

« ACCORD DE PAIX » À GHAZA

L'entité sioniste viole déjà le cessez-le-feu

La cérémonie en « grande pompe » organisée à Charm El Cheikh à l'occasion de la signature d'un accord de paix à Ghaza a voulu ignorer les facteurs principaux qui ont créé la situation imposant à l'entité sioniste d'arrêter son agression génocidaire.

LIRE EN PAGE 5



Ph : DR

CRISE ALGÉRIE – MALI

Lavrov propose sa médiation

P 4

PLF – 2026

La part belle aux infrastructures de base

P 3

TELEPHONIE MOBILE

Vers l'intégration de l'e-SIM dans les offres de services

P 24

QUALIFICATIONS AU MONDIAL-
2026/ALGÉRIE 2 – OUGANDA 1

Des Verts renversants

P 24

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 16H00

Hadid d'Hem visera sa 2^e victoire

P 21

L'ÉDITO

Beaucoup de raisons militent en faveur d'une évaluation périodique de cette allocation chômage, versée à nos jeunes de 17 à 49 ans et primo-demandeurs d'emploi. Rappelons que c'est une allocation décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prévue par la Loi de finances de 2022 et fixée par le décret exécutif n° 22-70. Rappelons également que l'Algérie est l'unique pays arabe à en faire bénéficier sa jeunesse. Cela étant, lundi dernier, Abdelhak Saihi, notre ministre du Travail a présidé une réunion « consacrée aux activités de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) » chargée de l'application de ce dispositif au bénéfice de nos jeunes. Après l'exposé du directeur général de l'ANEM sur le bilan des activités de l'agence, Saihi est intervenu pour appeler à « accélérer le traitement des dossiers des demandeurs d'emploi, d'élaborer un plan d'action... visant à améliorer la performance de l'ANEM, de renforcer la coordination effective avec les secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois en vue d'offrir des opportunités adaptées aux compétences nationales, et d'accompagner les bénéficiaires de l'al-

Allocation chômage sans scories

location chômage afin de faciliter leur insertion dans le marché du travail à travers des emplois correspondant à leurs aptitudes et qualifications ». Ce sont autant de « points noirs » qu'il a dû relever ou confirmer après l'exposé du DG. Ses observations ont été suivies par deux remarques majeures : « rompre avec les modes de gestion traditionnels, approfondir la numérisation et améliorer la réponse aux attentes des citoyens, par le développement de services interactifs et intelligents ». Toujours cette numérisation qui n'avance pas assez vite. Il s'agit, essentiellement, d'épargner aux citoyens les absurdités de la bureaucratie. Nous avons relevé que l'ANEM

affiche, sur son site, les « conditions d'éligibilité » et non pas les « pièces à fournir » que la numérisation devrait prendre en charge. Ce qui aurait été la mission des « services interactifs et intelligents » qui supposent que le demandeur ne doit être astreint qu'à fournir sa pièce d'identité biométrique. L'ANEM se chargeant des autres documents. C'est pourquoi le ministre a insisté pour sacraliser « le principe d'humanisation des rapports avec le citoyen, traduisant ainsi l'engagement de l'État algérien à servir tous les citoyens sans exception, dans le cadre de sa dimension sociale... (pour) rapprocher l'administration du citoyen et à consacrer le principe d'une administration à son service... (et) adopter une nouvelle vision de gestion fondée sur la lutte contre les pratiques négatives et l'ouverture à des initiatives... plaçant le citoyen au centre des priorités ». Si le ministre mise seulement sur cette réunion pour stimuler les cadres de l'ANEM à plus d'efforts, il risque de ne pas être satisfait lors de la prochaine évaluation. Les « appels » n'ont rien d'incitatif. Il faut mettre le doigt sur des insuffisances précises et exiger leurs corrections dans un délai défini. Les discours polis n'ont jamais impressionné l'administration !

Zouhir Mebarki

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Saihi insiste sur la modernisation du service public

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a insisté sur la nécessité de moderniser le service public, de placer le citoyen au centre des priorités dans le domaine de l'emploi et d'accompagner les demandeurs d'emploi.



Saihi a présidé, au siège du ministère, une réunion d'évaluation consacrée aux activités de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), durant laquelle il a souligné l'importance de ces rencontres d'évaluation, en tant que «mécanisme essentiel pour améliorer les performances des organismes sous tutelle», affirmant la nécessité de «garantir la qualité du service public, en identifiant les défis et les obs-

tacles pouvant entraver la réalisation des objectifs fixés », précise la même source. Le ministre a donné aussi «des instructions strictes pour redoubler d'efforts et accompagner la dynamique économique que connaît le pays ». Ainsi, il a appelé à «accélérer le traitement des dossiers des demandeurs d'emploi, élaborer un plan d'action à court et moyen terme visant à améliorer la performance de l'ANEM, renforcer la coordination effective avec les secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois en vue d'offrir des opportuni-

tés adaptées aux compétences nationales, et accompagner les bénéficiaires de l'allocation chômage afin de faciliter leur insertion dans le marché du travail à travers des emplois correspondant à leurs aptitudes et qualifications». Le ministre a également souligné «la nécessité d'améliorer la qualité du service public en développant des plateformes numériques accessibles, reposant sur les technologies de l'intelligence artificielle pour simplifier les procédures administratives, dans une approche moderne et efficace visant à

rapprocher l'administration du citoyen et à consacrer le principe d'une administration à son service ». Il a en outre appelé à «intensifier la coordination entre les différents secteurs, rompre avec les modes de gestion traditionnels, approfondir la numérisation et améliorer la réponse aux attentes des citoyens, par le développement de services interactifs et intelligents permettant d'accroître l'efficacité de la performance, tout en renforçant le principe d'humanisation des rapports avec le citoyen, traduisant ainsi l'engagement de l'État algérien à servir tous les citoyens sans exception, dans le cadre de sa dimension sociale». À l'issue de la rencontre, le ministre a exhorté les cadres du secteur à «adopter une nouvelle vision de gestion fondée sur la lutte contre les pratiques négatives et l'ouverture à des initiatives permettant aux jeunes de valoriser leurs compétences et de concrétiser leurs aspirations dans un environnement de travail motivant, plaçant le citoyen au centre des priorités ».

Sarah O.

COMMUNICATION

Bouamama à l'écoute des partenaires sociaux

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a rencontré les responsables et représentants des syndicats et organisations du secteur, insistant sur la nécessité de parachever le système législatif du secteur. Lors de cette rencontre, qui traduit l'attachement du ministère à être à l'écoute permanente des préoccupations et propositions des personnels et acteurs du secteur mais aussi des partenaires sociaux sur les questions socioprofessionnelles des travailleurs du secteur, le ministre a souligné «l'importance de parachever le système législatif dans

son volet lié à la promulgation des textes de loi, notamment le statut particulier du journaliste, qui permettra, a-t-il dit, le traitement de plusieurs questions en suspens, et une réorganisation globale du secteur». Il a également mis l'accent sur la nécessité «d'installer les autorités de régulation qui sont à même d'assurer une meilleure organisation du paysage médiatique et de veiller au respect des règles et fondements juridiques régissant la pratique journalistique». À cette occasion, Bouamama a appelé l'ensemble des responsables syndicaux et représentants d'associations natio-

nales du secteur à «s'organiser conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et à faire preuve de solidarité syndicale dans l'intérêt général des journalistes». Les représentants des syndicats ont, pour leur part, salué «l'esprit d'ouverture et de concertation qui caractérise les relations entre le ministère et les partenaires sociaux», exprimant leur «disponibilité à contribuer activement à toutes les initiatives visant à développer le secteur et à améliorer sa performance professionnelle et institutionnelle».

S. O.

EMPLOI

L'ANEM appelée à accélérer le traitement des demandes

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a appelé à l'accélération du traitement des dossiers des demandeurs d'emploi, et l'élaboration d'un plan d'action à court et moyen terme visant à améliorer la performance de l'ANEM, renforcer la coordination effective avec les secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois en vue d'offrir des opportunités adaptées aux compétences nationales, et accompagner les bénéficiaires de l'allocation chômage afin de faciliter leur insertion dans le marché du travail à travers des emplois correspondant à leurs aptitudes et qualifications ». Lors d'une réunion d'évaluation consacrée aux activités de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), le ministre a également souligné « la nécessité d'améliorer la qualité du service public en développant des plateformes numériques accessibles, reposant sur les technologies de l'intelligence artificielle pour simplifier les procédures administratives, dans une approche moderne et efficace visant à rapprocher l'administration du citoyen et à consacrer le principe d'une administration à son service ».

ROMPRE AVEC LES PRATIQUES NÉGATIVES

Il a en outre appelé à « intensifier la coordination entre les différents secteurs, rompre avec les modes de gestion traditionnels, approfondir la numérisation et améliorer la réponse aux attentes des citoyens, par le développement de services interactifs et intelligents permettant d'accroître l'efficacité de la performance, tout en renforçant le principe d'humanisation des rapports avec le citoyen, tradui-

sant ainsi l'engagement de l'Etat algérien à servir tous les citoyens sans exception, dans le cadre de sa dimension sociale ». Toujours lors de la même rencontre, le ministre a exhorté les cadres du secteur à « adopter une nouvelle vision de gestion fondée sur la lutte contre les pratiques négatives et l'ouverture à des initiatives permettant aux jeunes de valoriser leurs compétences et de concrétiser leurs aspirations dans un environnement de travail motivant, plaçant le citoyen au centre des

priorités ».

Le ministre a souligné, à cette occasion, l'importance de ces rencontres d'évaluation, en tant que « mécanisme essentiel pour améliorer les performances des organismes sous tutelle », affirmant la nécessité de « garantir la qualité du service public, en identifiant les défis et les obstacles pouvant entraver la réalisation des objectifs fixés ».

A. N.

GREFFE DE FOIE EN ALGÉRIE

Le CPMC pour renforcer la souveraineté sanitaire

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a déclaré que le centre Pierre et Marie Curie (CPMC) à Alger est en voie de devenir un établissement de référence dans le domaine de la greffe de foie en Algérie. Le ministre du Travail a révélé, hier, que le programme débutera avec 5 greffes de rein par an, la première ayant été réali-

sée la semaine dernière. Selon le ministre, sur 100 patients qui étaient inscrits pour être transférés à l'étranger pour des soins, seuls 5 sont désormais enregistrés. «Nous allons recourir à toutes les compétences existantes de notre pays pour renforcer la souveraineté sanitaire », a-t-il déclaré à cet effet. À noter que cette déclaration a été faite en marge de

la cérémonie de signature d'une Convention tripartite entre la Caisse nationale des Assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), l'Établissement hospitalier spécialisé Pierre-et-Marie-Curie et le professeur Karim Boudjemâa afin d'inclure les opérations de greffe de foie pour les adultes parmi les actes pris en charge par la Sécurité sociale. Cet

accord s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer l'offre nationale de soins, à assurer la pérennité de ses systèmes performants et à s'aligner sur la stratégie nationale de santé. À noter que la CNAS a lancé un programme national de greffe de foie à partir de donneurs vivants à l'intérieur du pays.

A. N.

ÀÏT MESSAOUDÈNE RASSURE LES CORPS COMMUNS DE LA SANTÉ PUBLIQUE : « Vos revendications bénéficient d'un grand intérêt »

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène, a rencontré les membres du Syndicat national des corps communs de la santé publique (SNCCSP). Selon un communiqué du ministère, le ministre a tenu, lors de cette réunion consacrée à l'écoute des préoccupations socioprofessionnelles de ce syndicat, « à rassurer les représentants du syndicat des corps communs », assurant que « leurs revendications bénéficieront d'un grand intérêt », et réaffirmant « son engagement à poursuivre le travail en vue d'améliorer les conditions des personnels de la santé ». Il a salué, dans ce sillage, le rôle important de la commission centrale chargée du dialogue, en tant que « maillon essentiel dans le processus de concertation avec les partenaires sociaux », une démarche qui vise à « renforcer la confiance et à promouvoir l'esprit de coopération et d'entente mutuelle entre les différentes parties », ajoute le communiqué. Quant à la prise en charge des patients, le ministre a souligné que cette question «reste au cœur de la politique sanitaire de l'État», car l'amélioration des performances de toutes les catégories du secteur constitue «une garantie fondamentale pour atteindre les objectifs escomptés». Cette rencontre sera suivie d'une série de réunions avec les autres partenaires sociaux, dans le cadre d'un programme global pour écouter les différentes préoccupations et les examiner dans le cadre d'une approche participative », a expliqué Ait Messaoudène. Pour sa part, le président du SNCCSP a salué «l'esprit de coopération qui caractérise les relations entre le syndicat et l'administration centrale». Cette rencontre, a-t-il dit, reflète «la volonté commune de renforcer le dialogue constructif au service de l'intérêt général », de même qu'elle traduit «la détermination commune à poursuivre la concertation et à approfondir le dialogue social entre le ministère de la Santé et ses partenaires du secteur», selon la même source. À noter, enfin, que le ministre de la Santé, Ait Messaoudène a lancé, dans le cadre de « l'ancrage de la culture du dialogue et de la concertation avec les différents partenaires sociaux, une série de rencontres de concertation, entamées avec les membres du SNCCSP, présidé par Kessar Ayache ».

Ania N.

PLF-2026

392 MILLIARDS DA EN AE ET 862,26 MILLIARDS DA EN CP POUR LE SECTEUR

La part belle aux infrastructures de base

Le projet de loi de finances (PLF) 2026 consacre une enveloppe budgétaire importante au secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base.

Le montant global prévu dans le PLF-2026 au secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base s'élève à 392,76 milliards de dinars en autorisations d'engagement (AE) et 862,26 milliards de dinars en crédits de paiement (CP).

Ces fonds visent à soutenir la poursuite et le lancement de plusieurs projets structurants à travers le territoire national. Parmi les principaux axes d'investissement figurent la modernisation du réseau routier et autoroutier, avec la réalisation de dédoublements de routes nationales, la construction de trémiés et d'ouvrages d'art dans plusieurs wilayas, ainsi que la mise en œuvre d'un programme d'entretien et de renforcement des axes nationaux et des chemins de wilaya. Des budgets spécifiques sont également prévus pour l'entretien des ports et des aéroports.

Le secteur ferroviaire bénéficiera, quant à lui, du renouvellement de 200 km de voie et de ballast, ainsi que de la modernisation et sécurisa-



PH: DR

tion de plusieurs routes nationales, notamment la RN01 (In Salah - El Meniaa), la RN06 (Adrar) et la RN03 reliant Ouargla à Djanet.

Le transport urbain fait aussi partie des priorités du gouvernement, avec la réalisation de l'extension du métro d'Alger vers Bab El Oued et Ain Naâdja - Baraki, ainsi que la prolongation de la ligne El Harrach - Bâb Ezzouar - Aéroport.

Les projets concernent également la construction du tramway de Mostaganem, l'extension des tramways d'Alger et de Constantine, et la mise en service de nouveaux téléphériques dans les villes de Béjaïa, Constantine, Médéa, Jijel, Oran, Béni Saf et

El Tarf.

Dans le cadre du développement des infrastructures stratégiques, le PLF-2026 prévoit également la réalisation des pénétrantes autoroutières, la quatrième rocade d'Alger, ainsi que des travaux de protection et d'aménagement de la façade maritime d'Alger, incluant la création d'une route reliant la plage Cigogne à Tamenfoust.

Enfin, le plan accorde une attention particulière au projet du Phosphate Intégré, avec la ligne minière Est reliant Annaba à Djebel Onk et l'extension du port d'Annaba, ainsi qu'à la ligne minière Ouest reliant Béchar à Tindouf et Gara Djebilet. Des opérations de signalisation et

de télécommunication sur la rocade nord et l'ensemble du réseau complètent ce vaste programme d'investissement.

À travers ces investissements colossaux prévus dans le PLF 2026, le gouvernement réaffirme sa volonté d'accélérer la modernisation des infrastructures nationales et d'améliorer la connectivité du territoire.

Ces projets, qui touchent aussi bien les routes, les ports, les chemins de fer que les transports urbains, visent à renforcer la dynamique économique, soutenir le développement régional et répondre aux besoins croissants en mobilité et en attractivité du pays.

Sarah. O

INSTALLATION D'UN NOUVEAU PDG À LA TÊTE DE SONAREM

Un nouveau souffle pour l'industrie minière

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a présidé, la cérémonie d'installation de Reda Belhadj en qualité de PDG par intérim du groupe Sonarem, en remplacement de Belkacem Soltani, a indiqué un communiqué du ministère. Selon la même source, « la cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'État chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, et de plusieurs cadres du secteur ». À cette occasion, M. Arkab a affirmé que « cette nomination s'inscrit dans la dynamique continue que connaît le secteur des hydrocarbures et des mines, notamment dans son volet minier », saluant « le rôle central que joue le groupe Sonarem dans la valorisation et l'exploitation des ressources minières nationales, la promotion de l'investissement et le développement de l'activité minière, notamment à travers les grands projets ». Le ministre a précisé que « la nomination de M. Belhadj reflétait la volonté de l'État de confier la gestion des entreprises stratégiques à des compétences nationales qualifiées, afin de contribuer à leur développement et à

la promotion du processus de transformation industrielle et économique du pays. Il a assuré son soutien total au nouveau PDG dans ses nouvelles fonctions, en encourageant à poursuivre le processus de réforme et de modernisation visant à améliorer les performances du groupe et à renforcer sa compétitivité sur les marchés national et international ». M. Arkab a également exprimé « sa gratitude à Belkacem Soltani pour les efforts consentis durant son mandat à la tête du groupe, lui souhaitant plein succès dans la suite de sa carrière professionnelle ». Pour sa part, M. Belhadj a exprimé « sa gratitude pour la confiance qui lui a été accordée », affirmant « sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie du groupe selon une vision moderne, axée sur la valorisation des ressources minières nationales, la promotion de l'innovation et l'ouverture sur des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques ».

Pour rappel, avant sa nomination à la tête de Sonarem par intérim, M. Belhadj occupait le poste de PDG de la Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL),

Doté d'une expérience de plus de 25 ans dans l'industrie sidérurgique et minière, il a occupé plusieurs postes de direction au sein de grandes entreprises nationales, telles que les groupes SIDER, ArcelorMittal Algérie et FERAAL. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'État en électronique, spécialité automatique, de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, ainsi que d'un master en management des affaires obtenu de l'Institut international de management. D'après la même source, « le groupe Sonarem constitue l'un des pôles industriels et miniers les plus importants en Algérie. Il est chargé du développement, de l'exploitation et de la valorisation des richesses minières nationales, à travers des partenariats stratégiques avec des opérateurs nationaux et étrangers. Le groupe œuvre également à l'intégration des technologies modernes dans les processus de production et à la formation des compétences par le biais de ses filiales, telles que « Sonarem Formation », spécialisée dans la formation et la qualification des cadres du secteur minier, a conclu le communiqué.

L. Zeggane

INVESTISSEMENT DANS LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE Sayoud participe à une réunion au Cap

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a pris part, au Cap en Afrique du Sud, à une session ministérielle sur « la mise en œuvre des principes volontaires de haut niveau pour l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe », a indiqué un communiqué du ministère. Cette session, inscrite dans le cadre de la poursuite de la réunion ministérielle du Groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophe (RRC), a été consacrée à « l'échange de vues entre les ministres, les représentants des États membres et invités ainsi que les organisations internationales sur les mécanismes de financement innovants visant à renforcer les investissements dans la prévention des catastrophes ainsi que sur les moyens de suivre l'efficacité de ces investissements et de mesurer les progrès collectifs des États ». Les discussions ont également porté sur « les obstacles institutionnels et législatifs limitant l'élargissement de ces investissements, sur la promotion des partenariats avec le secteur privé dans le domaine de la réduction des risques ainsi que sur le partage des meilleures pratiques pour accompagner les pays les moins avancés et les petits États insulaires dans la mise en œuvre de principes convenus », selon le communiqué du ministère. À noter que, cette réunion ministérielle de haut niveau, à laquelle participe le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, se tient en parallèle avec la célébration de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe (IDDRR). Elle constitue l'aboutissement des réunions techniques et des activités parallèles entamées depuis le 8 octobre dernier, avec la participation des États membres, de cinq pays invités ainsi que des organisations internationales onusiennes et régionales, a rappelé la même source.

L. Z.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Adjal en visite de travail au Mozambique

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a effectué, hier, une visite de travail de deux jours en République du Mozambique, où il examinera les dossiers de coopération bilatérale. Selon un communiqué du ministère de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, dans le cadre d'une visite de travail à Maputo, le ministre conduira une délégation comprenant le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), les PDG des groupes Sonatrach, Sonelgaz et Soidal, et des cadres du ministère, précise la même source. Le programme de la visite prévoit une série de rencontres et d'entretiens avec de hautes personnalités mozambicaines, afin d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines d'intérêt commun, selon le communiqué.

R. I.

MOSCOU RESTE ATTACHÉE À LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE POUR LE RÈGLEMENT DU CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le niet russe aux manœuvres du Maroc

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réaffirmé la position de son pays sur la question du Sahara occidental, qui est l'émanation des résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité de l'ONU et qui appellent à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.



Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères

Cette déclaration du diplomate russe, représentant un pays membre du Conseil de sécurité de l'Onu, intervient alors que cette institution s'apprête à débattre d'une résolution qui pourrait relancer le processus de paix onusien et prolonger le mandat de la Minurso qui prendra fin le 30 octobre prochain. Elle intervient également alors que Nasser Bourita, le ministre marocain des Affaires étrangères continue de faire la promotion du prétendu plan de règlement du conflit du Sahara occidental,

une manœuvre aux antipodes des résolutions de la communauté internationale, qu'il tient à présenter comme seul cadre de règlement de ce conflit qui dure depuis 1975, année de l'invasion du Sahara occidental après le retrait de la puissance administrante : l'Espagne. M. Lavrov qui répondait à une question sur les événements liés à la question palestinienne et à la question du Sahara occidental, a expliqué que Moscou adopte une position unifiée sur toutes les questions similaires, soulignant que cette question est à l'ordre du jour des Nations unies depuis une cinquantaine d'années. Il n'a pas manqué, dans ce cadre, de

rappeler qu'il existe des résolutions claires du Conseil de sécurité sur la manière de résoudre la question du Sahara occidental, par le biais du droit à l'autodétermination. Ce principe a toujours fait l'objet d'un consensus au sein du Conseil de sécurité, a-t-il affirmé, soulignant que « la Russie considère que toute solution acceptable pour toutes les parties est une solution légitime ». C'est une façon claire de faire barrage aux velléités du Maroc et ses soutiens dans le Conseil de sécurité qui tentent de faire adopter une résolution qui priverait le peuple sahraoui de son droit à une solution juste qui garantirait ses droits.

S'agissant de la position du président Donald Trump, à la fin de son premier mandat, ayant reconnu le Sahara occidental comme faisant partie du Maroc, le chef de la diplomatie russe a affirmé que la Russie « ne considérera pas l'affaire comme close tant qu'un accord entre toutes les parties concernées, basé sur un juste équilibre des intérêts n'a été conclu ». Le chef de la diplomatie russe a déclaré que les résolutions du Conseil de sécurité internationale restent la seule référence valable à l'heure actuelle, ajoutant : « Si une nouvelle résolution basée sur d'autres principes est élaborée pour la solution (du contentieux), nous serons prêts à en débattre, à condition qu'elle soit acceptable pour toutes les parties prenantes ». L'intervention du diplomate russe est claire dans le sens où elle insiste sur le principe d'une solution juste et surtout acceptée par toutes les parties, ce qui est considéré par de nombreux observateurs comme un « Niet » ferme de la Russie à toutes manœuvres visant à priver le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination, reconnu et surtout garanti par toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Slimane B.

CRISE ALGERIE – MALI

Lavrov propose sa médiation

La crise entre l'Algérie et le Mali qui dure depuis plus de vingt mois maintenant n'a pas échappé aux regards de la Russie qui semble suivre au plus près, et même de près, son développement. C'est ce que nous nous sommes censés comprendre à partir des déclarations faites tout récemment par le chef de la diplomatie russe sur cette question. Au-delà d'évoquer son rapport aux deux pays africains et les relations qu'elle entretient avec eux, Moscou propose sa médiation en vue d'un règlement de cette crise.

Il faut rappeler que la première étincelle derrière le déclenchement de la crise entre l'Algérie et son voisin du sud remonte au 20 décembre 2023. Le jour où la junte malienne au pouvoir a décidé de convoquer l'ambassadeur d'Algérie pour protester contre la réception accordée par les autorités algériennes à l'imam et leader politico-religieux malien Mahmoud Dicko. Bamako avait accusé Alger à tort d'ingérence dans ses affaires internes. Depuis, les putschistes multipliaient et cumulaient les provocations à l'égard d'Alger jusqu'à décider, le 25 janvier 2024, de dénoncer les Accords d'Alger. L'affaire du drone abattu en avril 2025 par l'Armée nationale populaire, après que l'engin volant ait violé notre espace aérien, n'a fait d'envenimer les relations. Face aux multiples actes hostiles de Bamako et de ses dirigeants frappés d'une crise d'hystérie, Alger a employé, sans résultat, toutes les voies et tous les canaux diplomatiques en sa disposition, à l'effet de tempérer les ardeurs du voisin et dans l'espoir de régler cette crise.

Faut-il, dès lors, le concours d'un intermédiaire pour y arriver ? En tout cas, les Russes semblent en mesure de jouer le

rôle de facilitateur pour un probable dégel entre Alger et Bamako. En conférence de presse ce lundi à Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a d'abord répondu aux « accusations » visant le groupe « Africa Corps » et ses interventions sur le terrain au Mali. « Le Corps africain est une unité du ministère russe de la Défense.

Nos forces armées ne commettent aucune action contre des civils ou des biens civils », a déclaré Lavrov à ce sujet, soulignant qu'il s'agit d'« accusations sans fondements », surtout que ce Corps « opère, par exemple, au Mali, à la demande des autorités (maliennes, ndr) ». À propos des tensions entre l'Algérie et le Mali, Lavrov a estimé qu'elles « sont liées au passé colonial lorsque les colonisateurs se

sont contentés de diviser l'Afrique selon une ligne, séparant les groupes ethniques ». Il illustre ses propos en affirmant que dans le cas de ces deux pays, « c'est ce qui s'est passé avec les Touaregs ». Ensuite, Lavrov a révélé que la Russie est en contact avec les deux parties, ajoutant que les deux pays « ont intérêt à ce que nous contribuions à apaiser les différends » soulignant que « nous y sommes prêts ».

Sauf que, il faut préciser que le problème entre l'Algérie et le Mali n'est pas lié aux frontières. Loin s'en faut ! Comme nous l'avons souligné en haut de cet article, la junte malienne cherche en le voisin algérien un bouc émissaire pour se soustraire à ses responsabilités dans la crise multidimensionnelle interne au Mali.

Farid Guellil

ALGERIE / JORDANIE

Les opportunités de partenariat dans la production de dispositifs médicaux examinées

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a reçu, hier à Alger, le directeur général de l'entreprise jordanienne "KAIZMED", spécialisée dans les dispositifs médicaux, M. Omar Al-Baik, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération et le partenariat dans le domaine de la production de dispositifs médicaux ainsi que l'échange d'expertises, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence d'un représentant de l'ambassade de Jordanie en Algérie et de représentants de la société "NEO HEALTH ALGERIE", active dans la fabrication de dispositifs médicaux, précise la même source. Les deux parties ont passé en revue les perspectives de coopération dans le domaine de la production de dispositifs médicaux, dans le cadre du renforcement des relations de partenariat entre les deux pays frères. L'entreprise jordanienne a exprimé, à cette occasion, sa disposition à transférer son savoir-faire et son expérience en Algérie, à travers la création d'une usine spécialisée dans la production d'une large gamme de dispositifs médicaux, actuellement importés, afin de répondre aux besoins du marché national, conclut le communiqué.

R. E.

CHARGE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Attaf participe à la réunion des Non-alignés à Kampala

Mandaté par le président de la République, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, est arrivé, hier soir, à Kampala, capitale de la République d'Ouganda, pour participer à la 19e réunion ministérielle du Mouvement des Non-alignés, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion, qui se tiendra les 15 et 16 octobre, sous le thème « Approfondir la coopération pour une prospérité mondiale partagée », examinera les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résultats du Sommet du Mouvement des non-alignés tenu à Kampala en janvier 2024, précise la même source. Cette réunion sera également l'occasion pour discuter des moyens de poursuivre les efforts pour permettre au Mouvement de jouer un rôle influent pour relever les défis croissants auxquels le monde est confronté, conformément aux priorités et aux intérêts des pays du Sud, souligne le même communiqué. Durant son séjour à Kampala, conclut le MAE, le ministre d'Etat rencontrera les responsables des hautes autorités ougandaises et s'entretiendra avec un certain nombre de ses homologues participant à la réunion ministérielle.

F. G.

NASRI À LA DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE PARTICIPANT À LA 151E ASSEMBLÉE DE L'UIP À GENÈVE

« Défendez les positions de votre pays »

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a présidé, lundi une réunion de coordination avec la délégation parlementaire qui prendra part à la 151e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) et aux réunions connexes, prévues du 17 au 23 courant à Genève (Suisse), indique un communiqué du Conseil. À cette occasion, Nasri a donné des orientations sur l'impératif de défendre les positions et les approches de l'Algérie à travers « la diplomatie parlementaire qui renforce les réalisations historiques, le rayonnement et la réputation internationale dont jouit la diplomatie officielle », appelant à « donner une image honorable du Parlement et de l'Algérie ». Il a indiqué que cette réunion « traduit la coopération et la coordination permanentes entre les deux chambres du Parlement », ce qui constitue, a-t-il dit « une règle à laquelle il ne saurait être dérogé », selon le principe d'« un Parlement bicaméral parlant d'une seule voix ». La délégation, conduite par Nasri, est composée de membres du Conseil de la nation ainsi que de députés de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Sarah O.

« ACCORD DE PAIX » À GHAZA

L'entité sioniste viole déjà le cessez-le-feu

La cérémonie en « grande pompe » organisée à Charm El-Cheikh (Égypte), ce lundi, à l'occasion de la signature d'un accord de paix à Ghaza a voulu ignorer les facteurs principaux qui ont créé la situation imposant à l'entité sioniste d'arrêter son agression génocidaire.



Ph: DR

Il s'agit d'abord de l'action armée menée par la Résistance palestinienne à Ghaza appuyée par ses alliés au Liban, au Yémen, en Iran et en Irak ainsi que l'action diplomatique énergique et déterminée de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité, la démarche juridique au plan international menée par l'Afrique du Sud et d'autres pays auprès de la Cour pénale internationale, sur fond d'impressionnantes manifestations de soutien à la cause palestinienne organisées par les populations et particulièrement les jeunes dans les grandes villes de presque tous les pays, en particulier, comme les États-Unis, ceux dont les dirigeants sont complices de l'entité sioniste dans sa guerre génocidaire contre Ghaza. La dernière action

de solidarité réalisée par la flottille visant à casser le blocus de Ghaza a été une preuve supplémentaire de l'isolement total de l'entité sioniste au niveau international. Au sein de l'entité sioniste, beaucoup d'experts indépendants parlaient de véritable effondrement interne dans la société israélienne. Les observateurs avertis trouvent que cette réalité cadre très mal avec les discours prononcés lors de la cérémonie de signature de l'accord de paix. Ils expliquent que les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN, qui ont misé durant plus de deux ans, suite à l'opération palestinienne du 7 octobre 2023, sur les capacités de l'entité sioniste à venir à bout de la résistance à Ghaza, ont fini par comprendre que cet objectif était impossible à atteindre. Ils relèvent que 23 milliards de dollars d'armement, dont des armes sophistiquées, ont été livrées par les États-Unis à l'entité sioniste

pour sa guerre génocidaire contre Ghaza. Les analystes indépendants qualifient de « biaisé » l'accord de paix à Ghaza signé ce lundi à Charm El-Cheikh par les médiateurs (États-Unis, Égypte, Turquie et Qatar). Selon eux, il est clair que le plan Trump vise à neutraliser la résistance palestinienne en prévoyant son désarmement alors qu'elle est la seule force qui protège le peuple palestinien. Ils font observer que l'accord a été signé sans les Palestiniens et encore moins les Ghazaouis. Fait significatif : l'une des clauses de l'accord incite les habitants à quitter l'enclave. Les observateurs indépendants et libres pensent que la Force internationale de stabilisation (FIS) envisagée vise plus à contrôler la résistance palestinienne que garantir le respect du cessez-le-feu alors que sa violation ne peut venir que de l'entité sioniste installée dans une posture hors du droit

international. La preuve : les médias de l'entité sioniste rapportent que, hier, trois jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, l'armée israélienne a repris ses attaques à Ghaza et que 4 Palestiniens ont été tués lors de bombardements de l'armée sioniste au nord et au sud de la bande de Ghaza. Les médias locaux ont rapporté que 7 Palestiniens ont été tués, hier, dans la bande de Ghaza à la suite d'attaques israéliennes depuis l'aube. Autre preuve : les dirigeants politiques israéliens ont approuvé la recommandation des services de sécurité de l'entité sioniste d'imposer la fermeture du point de passage de Rafah aujourd'hui, sous prétexte que les corps des prisonniers tués n'ont pas été restitués. Or, selon les médias sionistes eux-mêmes, le porte-parole du Hamas, Hazem Qassem, a déclaré que le Hamas avait informé les médiateurs qu'il « rencontrait des difficultés à les retrouver ». Il a ajouté que le Hamas « déployait d'importants efforts pour résoudre ce problème ». Pour rappel, Khalil al-Hayya, chef du mouvement Hamas dans la bande de Ghaza et chef de la délégation palestinienne aux négociations, avait annoncé mercredi 9 septembre au soir la conclusion d'un accord mettant fin à la guerre et à l'agression contre le peuple palestinien, instaurant un cessez-le-feu permanent dans la bande de Ghaza, prévoyant le retrait des forces d'occupation, l'entrée de l'aide humanitaire, l'ouverture du point de passage de Rafah dans les deux sens et un échange de prisonniers.

M'hamed Rebah

À CHARM EL-CHEIKH Les dirigeants des États-Unis, d'Égypte, du Qatar et de Turquie signent l'Accord de Ghaza

Sous les ors du Centre international des conférences de Charm El-Cheikh, un document présenté comme « historique » a été paraphé lundi soir. Les dirigeants des États-Unis, de l'Égypte, du Qatar et de la Turquie ont signé un « Document d'accord sur le cessez-le-feu à Ghaza », scellant officiellement la fin d'une guerre qui a laissé derrière elle des dizaines de milliers de morts palestiniens et un territoire dévasté. Le président américain Donald Trump, maître d'œuvre de ce qu'il qualifie de « paix totale », s'est félicité de la conclusion de l'accord, affirmant qu'« aucun n'aurait imaginé qu'un tel texte puisse voir le jour ». Selon lui, l'« Accord de Ghaza » constituerait une « documentation complète » définissant les règles et les obligations des parties, tout en traçant les contours d'un « nouveau Moyen-Orient ». « Nous avons mis fin à la guerre à Ghaza, et cela sera le début d'un Moyen-Orient fort », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que la reconstruction du territoire palestinien « sera sans doute la partie la plus facile du processus ». Trump a aussi reconnu que la question des corps des prisonniers israéliens restait « non résolue », indiquant que des opérations étaient toujours en cours pour retrouver les dépouilles. Dans son discours, il a par ailleurs exprimé le souhait que « de nouveaux pays rejoignent les Accords d'Abraham », présentés comme la clef de la stabilité régionale.

SISSI : « LE RETOUR À LA SOLUTION À DEUX ÉTATS »

Le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, hôte de la rencontre, a salué « un moment fondateur » pour la région, y voyant l'ouverture d'un nouvel horizon de paix. Il a rappelé que la solution à deux États restait, pour l'Égypte, la seule voie viable vers un apaisement durable. « L'accord de Ghaza ouvre la porte à une ère nouvelle dans le Moyen-Orient, où le dialogue et la reconstruction primeront sur la guerre et la haine », a-t-il déclaré, promettant que l'Égypte travaillerait étroitement avec Washington et les partenaires régionaux pour jeter les bases de la reconstruction du territoire palestinien.

SHEHBAZ SHARIF : LE PAKISTAN SALUE « LES EFFORTS DE TRUMP »

Présent à la conférence, le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif a salué le rôle du président américain, affirmant que la paix avait été rendue possible grâce à ses efforts diplomatiques. Dans un message publié le lendemain sur la plateforme X, Sharif a même annoncé que le Pakistan proposait la candidature de Donald Trump au Prix Nobel de la paix, en reconnaissance de son rôle dans la conclusion de l'accord. Le dirigeant pakistanais a également insisté sur la centralité de la cause palestinienne dans la politique de son pays « La liberté, la dignité et la prospérité du peuple palestinien resteront une priorité absolue pour le Pakistan. » Sharif a souligné que l'arrêt immédiat de la « campagne d'extermination » contre Ghaza était une urgence morale et humanitaire, tout en réaffirmant le soutien du Pakistan à la création d'un État palestinien indépendant, viable et fort, sur les frontières de 1967, avec El-Qods pour capitale.

SOMMET SOUS HAUTE TENSION

La Conférence de Charm El-Cheikh pour la paix s'est tenue sous la coprésidence d'As-Sissi et de Trump, en présence des représentants de plus de 20 pays. Selon la présidence égyptienne, les discussions ont porté sur les mécanismes de mise en œuvre des prochaines étapes du plan américain, notamment la supervision de la reconstruction, les garanties de sécurité et les conditions du maintien du cessez-le-feu. Cette rencontre intervient après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre la résistance palestinienne et Israël, vendredi à midi, heure d'El-Qods, après son approbation par le gouvernement israélien à l'aube du même jour. Si le ton triomphal de Washington et du Caire évoque une ère nouvelle, le scepticisme domine encore dans les rues arabes.

M. S.

QUATRE MARTYRS ET PLUSIEURS BLESSÉS DANS DE NOUVELLES FRAPPES

Ghaza toujours sous le feu

À peine cinq jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu conclu à Charm el-Cheikh, les bombardements israéliens ont de nouveau frappé la bande de Ghaza, causant la mort d'au moins quatre palestiniens et en blessant plusieurs autres, selon des sources médicales locales. Ces attaques, menées par des drones et des chars, constituent une violation flagrante de l'accord de trêve signé entre la résistance palestinienne et l'occupation.

Les hôpitaux du territoire ont confirmé la réception de neuf corps depuis minuit, dont six à l'hôpital Al-Maamadani et trois à l'hôpital Nasser, tandis qu'aucune victime n'a été signalée à Al-Shifa, Al-Aqsa ou Al-Awda. Parmi ces martyrs, sept ont été tués ce mardi, et deux autres ont succombé à des blessures antérieures. Des drones israéliens ont tiré sur un groupe de civils dans le quartier d'Al-Shuja'ya, à l'est de la ville de Ghaza, tuant trois Palestiniens et en blessant d'autres. D'autres frappes ont visé le camp de réfugiés de Halawa, dans la région de Jabalya, au nord, où plusieurs blessés ont été recensés. Au sud, un Palestinien a été tué et un autre blessé à Khan Younés après une frappe de drone sur la localité d'Al-Fakhari. Des engins explosifs ont également été largués près de la clinique d'Absan et sur la rue Abu Salah, dans la même région. Des témoins rapportent que des tirs israéliens ont également été entendus au nord-ouest de Rafah, dans la zone d'Al-Shakoush, alors que des drones survolaient à basse altitude la zone côtière d'Al-Mawasi, en violation manifeste de la trêve.

UN BILAN HUMAIN TOUJOURS PLUS LOURD

Les équipes de secours continuent de découvrir les corps de victimes ensevelies sous les ruines. Depuis l'arrêt officiel des hos-

tilités, plus de 250 corps ont été extraits des décombres, selon la Défense civile palestinienne, qui fait face à un manque criant de matériel lourd pour déblayer les zones détruites. Plus de 10 000 personnes restent portées disparues sous les gravats. Le ministère de la Santé de Ghaza a confirmé la mobilisation complète de ses équipes médicales et de la commission chargée de la gestion des dépouilles des martyrs, se déclarant prête à recevoir et identifier les corps que l'occupation pourrait restituer dans le cadre de l'accord de trêve. Le ministère a salué la persévérance de ses personnels médicaux, paramédicaux et techniques, qui continuent leur mission « malgré les conditions extrêmes et le manque de moyens, par fidélité à la dignité humaine et au devoir de mémoire ».

LES ACCUSATIONS DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

La résistance palestinienne, par la voix de son porte-parole Hazem Qassem, a accusé Israël d'avoir « violé l'accord de cessez-le-feu en attaquant délibérément des civils dans plusieurs zones de la bande de Ghaza ». Dans une déclaration relayée par le réseau Quds, Qassem a dénoncé « un comportement provocateur et irresponsable » de l'armée israélienne, appelant les médiateurs régionaux à « empêcher l'occupation de se soustraire à ses engagements ». Selon le Palestinian Information Center, cinq civils ont été tués alors qu'ils inspectaient leurs maisons détruites dans le quartier d'Al-Shujaiya, cible de frappes aériennes.

L'ACCORD DE CHARM EL-CHEIKH REMIS EN CAUSE

Ces violations surviennent alors que le cessez-le-feu, signé lors du sommet de

Charm El-Cheikh entre les États-Unis, l'Égypte, le Qatar et la Turquie, devait marquer la fin de 735 jours d'une guerre qualifiée de « guerre d'extermination » par les observateurs. L'accord prévoyait un arrêt total des hostilités, le retrait des forces israéliennes, l'ouverture du passage de Rafah dans les deux sens, l'entrée des aides humanitaires et un processus d'échange de prisonniers. Mais selon le quotidien israélien Maariv, un haut responsable sécuritaire a admis que « le nombre de corps de soldats israéliens restitués par la résistance n'a pas été clairement défini dans la première phase de l'accord », contredisant ainsi le ministre de la Défense Israël Katz, qui accuse la résistance de ne pas avoir respecté ses engagements.

UN GÉNOCIDE AUX CHIFFRES ACCABLANTS

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée israélienne a largué plus de 200 000 tonnes d'explosifs sur le territoire, provoquant une dévastation sans précédent. Selon les chiffres officiels palestiniens, la guerre a fait 67 211 martyrs et 169 961 blessés, sans compter environ 20 000 disparus toujours ensevelis sous les ruines. Malgré l'annonce du cessez-le-feu, l'occupation semble poursuivre sa politique de terreur et de représailles, remettant en question la durabilité d'un accord déjà fragile. À Ghaza, les habitants, toujours privés d'électricité, d'eau potable et d'abris sûrs, continuent de creuser à mains nues pour retrouver leurs proches disparus — symbole d'un peuple qui refuse de mourir en silence. L'espoir d'une paix durable s'éloigne, tandis que les ruines de Ghaza rappellent que même les trêves, sous l'ombre des drones, peuvent être brisées en un battement d'aile métallique.

M.Seghilani

À GHAZA

La résistance consolide sa sécurité et célèbre un échange historique de prisonniers

Les services de sécurité de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza poursuivent une vaste campagne contre les collaborateurs et les groupes armés hors-la-loi, tandis que la libération de quelque 2 000 prisonniers palestiniens, dans le cadre de l'opération « Toufane al-Ahrar » (Déluge des Libres), marque un tournant majeur dans l'histoire du conflit et dans la lutte nationale pour la liberté.



Ph. : DG

Selon la force « Radéa », branche de la sécurité de la résistance, des opérations de ratissage et d'arrestations se poursuivent dans l'ensemble des provinces du territoire. Plusieurs collaborateurs présumés et membres de milices impliquées dans des attaques contre des déplacés ont été interpellés. Dans le sud de Gaza, des individus accusés de coopération avec une milice armée et de recrutement d'agents durant la guerre ont également été arrêtés. La force a précisé que toute personne reconnue coupable de trahison ou de crimes sera traduite devant les instances judiciaires compétentes.

RENFORCER LA COHÉSION ET L'UNITÉ DES RANGS

Dans le même temps, les célébrations se multiplient dans les rues de Gaza et de Cisjordanie après l'annonce de l'échange de prisonniers conclu entre la résistance et l'occupation israélienne.

L'opération « Toufane al-Ahrar », qui a abouti à la libération d'environ 2 000 Palestiniens — dont 250 condamnés à de lourdes peines, plusieurs à la perpétuité — en échange de 20 Israéliens, constitue la plus vaste opération de ce type depuis le début de la guerre. Les Brigades Al-Qassam, bras armé du mouvement de la résistance palestinienne, ont par ailleurs remis au Comité international de la Croix-Rouge les corps de quatre détenus israéliens décédés pendant leur captivité. Les images diffusées par les médias israéliens montrent les prisonniers libérés sans signe visible de mauvais traitement, contraste saisissant avec les témoignages de prisonniers palestiniens décrivant des années de torture psychologique et physique dans les geôles de l'occupation.

“UNE VICTOIRE NATIONALE CONSACRÉE PAR LE SANG”
Dans un communiqué solennel,

le mouvement Hamas a salué cette libération massive comme une “étape lumineuse sur la voie de la libération” et un “symbole de l'unité du peuple et de la résistance”.

Le mouvement affirme que l'opération « Toufane al-Ahrar » représente un succès national historique, fruit de la détermination du peuple palestinien et de la fidélité de la résistance à ses promesses envers les prisonniers. La résistance souligne que la joie qui a submergé les foyers de Gaza et de Cisjordanie, malgré la douleur et les blessures, témoigne de la résilience d'un peuple que rien ne brise.

Le communiqué dénonce la barbarie du gouvernement israélien, mené par Netanyahu et ses ministres extrémistes, qui cherchent à étouffer la liesse populaire née de la victoire de la résistance. « Cette joie, consacrée par le sang et le sacrifice, annonce la poursuite du chemin jusqu'à la libération totale de la terre et le

retour des réfugiés », conclut le texte. Hamas a également exhorté la communauté internationale et les organisations des droits humains à assumer leurs responsabilités face aux crimes commis contre les prisonniers palestiniens, qualifiant les conditions de détention de “sadisme institutionnalisé”.

LES HÉROS CÉLÉBRÉS

À Khan Younés, dans le sud de Gaza, une foule immense s'est rassemblée devant le complexe médical Nasser pour accueillir les prisonniers libérés.

Les chants, les drapeaux et les slogans en faveur de la résistance ont rythmé une journée d'émotion et de fierté nationale. En Cisjordanie, la joie a été mêlée à la douleur. Devant la prison d'Ofer, les forces d'occupation ont ouvert le feu sur la foule venue attendre ses proches, blessant un jeune homme par balles et provoquant plusieurs cas d'asphyxie.

À Ramallah, les 96 prisonniers aux condamnations les plus lourdes ont été accueillis par des centaines de proches en larmes. Parmi eux, le docteur Samer Halabya, dentiste originaire d'El-Qods, libéré après dix ans d'incarcération sur une peine de 32 ans, a simplement déclaré : « Grâce à Dieu, je suis libre, mais les conditions dans les prisons israéliennes sont inhumaines ». Plusieurs anciens détenus, dont Yasser Abou Turk, condamné à deux peines de perpétuité et vingt ans supplémentaires, ont exprimé une joie teintée de tristesse : « Notre peuple continue de mourir à Gaza. Tant que la liberté n'est pas pour tous, la victoire reste incomplète ».

“LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS RESTE UN SERMENT SACRÉ”

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a salué l'opération, promettant de poursuivre le combat sur tous les fronts — politique, populaire et militaire jusqu'à la liberté totale de tous les détenus. Le mouvement appelle à internationaliser la cause des prisonniers et à exposer les crimes de l'occupation devant les institutions juridiques internationales. « La libération de tous nos prisonniers, à commencer par notre secrétaire général Ahmad Saâdat et ses compagnons, est un engagement dont nous ne nous écarterons jamais », a affirmé la FPLP dans un communiqué. En libérant les derniers Israéliens vivants qu'elle détenait depuis le 7 octobre 2023, la résistance palestinienne a démontré sa capacité à imposer un rapport de force inédit, mais aussi à se conformer à ses propres principes. Les prisonniers israéliens ont été traités, selon la résistance, « dans le respect des valeurs islamiques et humaines », tandis que l'armée israélienne poursuit la torture systématique des captifs palestiniens. Cet échange sans précédent, surnommé par les habitants de Gaza “le pacte du sang et de la dignité”, s'inscrit comme un moment charnière dans la lutte nationale palestinienne. Il consacre la persévérance d'un peuple sous siège et redéfinit, par la résistance, la notion même de victoire dans un conflit où la justice, l'honneur et la liberté continuent d'être les plus rares et les plus précieuses des conquêtes.

M. Seghilani

SYMBOLE DE LA VOIX MUSELÉE DU PEUPLE PALESTINIEN

Le journaliste Shadi Abou Sido libéré

Après près de deux ans de détention dans les prisons israéliennes, le journaliste palestinien Shadi Abou Sido, photographe de la chaîne Palestine Today, a retrouvé la liberté. Son nom figure parmi les prisonniers palestiniens libérés dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu actuellement en vigueur entre la résistance palestinienne et l'occupant sioniste. Arrêté en 2023, en pleine guerre contre Gaza, Abou Sido est devenu l'un des visages de la répression systématique visant les voix médiatiques palestiniennes.

Lors de ses premières déclarations publiques après sa libération, le journaliste a livré un témoignage d'une intensité bouleversante. Amaigri, marqué par des mois d'humiliation et de privations, il a décrit les conditions inhumaines qu'il a endurées derrière les barreaux « Il n'y avait ni nourriture, ni eau. Je suis sorti de Gaza affamé, et je suis resté affamé en prison. Nous avons goûté à toutes les formes de torture, jusqu'au dernier jour. Ils n'ont cessé de nous humilier », a-t-il confié face aux caméras, la voix tremblante. Abou Sido raconte avoir vécu deux années d'angoisse et de souffrance : « Deux ans sans manger à ma faim. J'ai été emprisonné et j'en sors de la même façon. Par Dieu, nous ne mangions pas, nous ne buvions pas. Nous étions malades, suspendus des heures, torturés jour et nuit, menacés dans nos vies et celles de nos enfants ». Le

photographe, devenu malgré lui témoin et victime de la brutalité du système carcéral israélien, dit avoir perdu toute notion du temps : « Nous ne savions plus quel jour nous étions, ni l'heure, ni la date. Chaque jour, c'était mourir mille fois ». Son témoignage fait état de méthodes de torture psychologique d'une cruauté extrême : « Ils m'ont dit qu'ils allaient m'arracher les yeux, ceux avec lesquels j'ai filmé Gaza. Mes yeux ont saigné pendant des semaines. Ils m'ont menti, me disant que toute ma famille avait été tuée. Ils nous ont torturés avec une cruauté inimaginable. Sauvez mes frères prisonniers ». À sa sortie, il a découvert, avec stupeur, que sa famille était toujours en vie. La scène de ses retrouvailles avec son épouse et ses enfants au terminal de Rafah a ému des milliers de Palestiniens. Les caméras ont immortalisé cet instant de joie mêlée de larmes, après vingt longs mois d'absence et de douleur. Les images de son retour, diffusées par les médias palestiniens et arabes, ont symbolisé la résilience d'un peuple dont la parole demeure sous siège. À travers lui, c'est toute une génération de journalistes et de civils palestiniens, arrêtés, blessés ou tués pour avoir témoigné de la réalité à Gaza, qui retrouve une voix. Dans un dernier appel vibrant, Shadi Abou Sido s'est adressé à la communauté internationale et aux organisations de défense des droits humains « Mon souhait le plus cher est que tous les prisonniers

soient libérés. Sauvez mes frères encore enfermés ». Ce témoignage poignant s'ajoute à la longue liste des récits de souffrance et de résistance des prisonniers palestiniens, victimes de détentions arbitraires, de tortures et de traitements dégradants, en violation flagrante du droit international humanitaire. La libération de Shadi Abou Sido résonne comme un cri de vérité face à la machine répressive de l'occupation, et comme un souffle d'espoir pour ceux qui demeurent dans l'ombre des geôles sionistes.

HOMMAGE DU HÉROS DE L'ÉVASION DE JILBOA

Dans un autre signe fort de la libération des prisonniers palestiniens, Mahmoud Al-Arida, surnommé l'ingénieur du tunnel de la liberté, a adressé un message de gratitude à la chaîne Al-Mayadeen. Figure emblématique de la résistance, Al-Arida a exprimé son estime pour le rôle de ce média « libre et courageux » dans la défense de la cause palestinienne : « Salut à la chaîne Al-Mayadeen. Nous n'oublierons jamais votre rôle historique dans la défense de notre cause, vieille de plus d'un siècle. Votre message est humain, libre, et a profondément marqué la conscience de la Nation », a-t-il déclaré. Dans un geste à la fois symbolique et émouvant, le prisonnier récemment libéré a ri face à la caméra : « C'est ma première rencontre avec une cuillère depuis quatre ans ». Une phrase

simple, mais qui rappelle toute la force du symbole : cette même cuillère fut l'outil avec lequel Al-Arida et ses compagnons ont creusé le tunnel qui leur permit de s'évader de la prison de Jilboa en 2021, un acte devenu légendaire dans l'histoire de la lutte palestinienne. Mahmoud Al-Arida a également adressé ses condoléances aux familles des martyrs, affirmant que leurs sacrifices demeurent « une lumière pour tous les libres sur le chemin de la libération ».

Selon les informations rapportées, près de 250 prisonniers palestiniens, dont des détenus condamnés à de lourdes peines, ainsi que 1 718 prisonniers de Gaza arrêtés durant la guerre, ont été libérés dans le cadre de la récente opération d'échange négociée entre la résistance palestinienne et Israël. Parmi eux, 154 prisonniers ont été transférés vers l'Égypte, y compris Mahmoud Al-Arida, en échange de 20 prisonniers israéliens. Ces libérations marquent une nouvelle étape dans la lutte acharnée des Palestiniens pour la liberté et la dignité, confirmant que, même derrière les murs, la résistance demeure vivante et que la quête de justice continue d'animer chaque cœur palestinien. La parole retrouvée de Shadi Abou Sido et le sourire libre de Mahmoud Al-Arida forment deux visages d'une même vérité : celle d'un peuple qui refuse de plier face à l'oppression.

M. S.

RECONSTRUCTION DE GHAZA

Le PNUD appelle à mobiliser 70 milliards de dollars

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a annoncé ce mardi à Genève que la reconstruction de Ghaza nécessiterait environ 70 milliards de dollars, dont 20 milliards au cours des trois prochaines années pour répondre aux besoins les plus urgents et relancer les infrastructures vitales détruites par la guerre.

Ce chiffre colossal illustre l'ampleur sans précédent du désastre matériel et humain subi par l'enclave palestinienne. Lors d'une conférence de presse, Jacko Cilliers, représentant du PNUD, a déclaré que plusieurs pays — parmi lesquels les États-Unis, des nations arabes et européennes — ont déjà manifesté leur volonté de contribuer à cet immense chantier humanitaire et économique. « Nous avons reçu des signaux très encourageants », a-t-il indiqué, tout en précisant que les discussions sur les engagements financiers concrets sont encore en cours.

UN OCÉAN DE DÉCOMBRES

Selon les estimations du PNUD, plus de 55 millions de tonnes de décombres recouvrent actuellement le territoire de Ghaza. Pour donner une idée de l'ampleur du désastre, l'agence onusienne compare ce volume à celui qui permettrait de remplir entièrement Central Park à New York sur une hauteur de 12 mètres. Ces débris, issus d'immeubles résidentiels, d'écoles, d'hôpitaux et d'infrastructures publiques, consti-



Ph. : DP

tuent un défi environnemental et logistique titanesque. Le programme souligne que la gestion de ces décombres représente la première étape cruciale vers une reconstruction durable. Il s'agira de dégager, trier et traiter des matériaux souvent contaminés, tout en sécurisant les zones à risque et en mettant en place des programmes de recyclage pour limiter l'impact écologique. Les premières opérations de nettoyage ont d'ailleurs commencé dans certaines zones où les forces d'occupation se sont retirées, selon le correspondant d'Al-Mayadeen à Ghaza. Ces travaux visent à rétablir progressivement la vie civile et les services essentiels tels que l'eau, l'électricité et les soins médicaux.

UN CHANTIER HUMAIN AVANT TOUT

Au-delà des chiffres, le PNUD

insiste sur le fait que la reconstruction ne saurait se limiter à rebâtir les murs. Elle doit aussi restaurer la dignité, la sécurité et les moyens de subsistance des habitants. « Le coût humain dépasse de loin toute estimation financière », a souligné Cilliers, appelant la communauté internationale à faire preuve d'un engagement réel et coordonné. Un responsable du PNUD a par ailleurs estimé que le processus de reconstruction pourrait s'étendre sur des décennies, compte tenu de l'ampleur des destructions. L'organisme a également confirmé la découverte de trois corps lors des premières opérations de déblaiement, tout en s'attendant à en retrouver d'autres sous les gravats.

UNE DESTRUCTION SYSTÉMATIQUE

Le bureau d'information du gouvernement de Ghaza a rap-

porté que l'armée d'occupation a largué plus de 200 000 tonnes d'explosifs sur le territoire, détruisant environ 500 000 logements, entre destructions totales et partielles. L'offensive israélienne a aussi visé des lieux de culte et de mémoire : 835 mosquées ont été rasées, des dizaines d'autres endommagées, trois églises attaquées, 40 cimetières détruits et plus de 2 450 corps volés dans les tombes, selon les données locales. Sept fosses communes auraient en outre été découvertes dans des hôpitaux. Ce niveau de destruction, qualifié par le PNUD d'« inédit dans l'histoire moderne », a anéanti non seulement les infrastructures physiques, mais aussi les repères sociaux, religieux et culturels d'un peuple déjà assiégé depuis plus de dix-sept ans.

L'APPEL À LA SOLIDARITÉ MONDIALE

Face à cette situation dramatique, le PNUD exhorte la communauté internationale à mobiliser une solidarité à la hauteur de la tragédie. L'organisme plaide pour une reconstruction équitable et durable, centrée sur les besoins des populations locales et libérée de toute condition politique. « L'avenir de Ghaza dépendra de la capacité des États donateurs à transformer leurs promesses en actes concrets », conclut le rapport. Au-delà des chiffres et des promesses, c'est la reconstruction de la vie elle-même qui se joue aujourd'hui à Ghaza. Une reconstruction qui ne se mesure pas seulement en milliards de dollars, mais en espoir, en justice et en dignité retrouvée.

M. Seghilani

NICOLÁS MADURO : « La Palestine est la cause la plus sacrée de l'humanité »

Lors de son émission télévisée hebdomadaire, le président vénézuélien, Nicolás Maduro, a exprimé une solidarité inébranlable envers la Palestine, qu'il a qualifiée de « cause la plus sacrée de l'humanité ». Il a proposé d'envoyer des équipes de bâtisseurs, d'agriculteurs et de médecins vers Ghaza afin d'aider la population meurtrie par la guerre, tout en espérant que « l'accord de Ghaza ne soit pas un simple accord de plus ».

Maduro a lancé une question lourde de sens : « Y aura-t-il justice pour le génocide ? » avant de rappeler des chiffres qu'il a qualifiés d'« effroyables » : « 65 000 personnes ont été tuées par les bombardements, dont plus de 25 000 enfants ». Le président vénézuélien a insisté sur la responsabilité des garants de l'accord de cessez-le-feu — les États-Unis, l'Égypte, la Turquie et le Qatar — à mettre en œuvre les étapes suivantes, notamment la reconstruction de Ghaza, la garantie de la souveraineté en Cisjordanie et à El-Qods, la reconnaissance internationale d'un État palestinien avec un gouvernement élu, et l'instauration d'une véritable coexistence pacifique dans la région. « Tout accord dépourvu de justice ne sera qu'une paix sur des ruines », a-t-il averti, estimant que la paix durable passe par la reconnaissance du droit du peuple palestinien à vivre libre sur sa terre. Maduro a également évoqué une évolution importante du regard des peuples occidentaux : « Aux États-Unis, plus de 60 % des citoyens soutiennent désormais la cause palestinienne et qualifient ce qui se passe à Ghaza de génocide », a-t-il souligné, citant des sondages récents. Le Président a salué les manifestations de solidarité internationale et appelé à leur poursuite : « Les protestations populaires dans le monde doivent continuer jusqu'à ce que justice soit rendue et que le peuple palestinien obtienne son indépendance ».

GUERRE PSYCHOLOGIQUE CONTRE LE VÉNÉZUELA

Revenant sur la situation intérieure de son pays, Nicolás Maduro a dénoncé les « attaques psychologiques et militaires » orchestrées par Washington contre le Venezuela. Selon lui, entre août et octobre, les États-Unis ont mené une campagne de guerre psychologique visant à déstabiliser l'économie vénézuélienne par des menaces et des sanctions. Le chef de l'État a affirmé que Caracas avait réussi à contenir les effets de ces agressions : « Nous avons résisté aux dégâts collatéraux que les extrémistes fascistes voulaient provoquer. Nous avons lancé une nouvelle politique économique, maintenu la capacité de production et protégé les emplois ». Face aux accusations de trafic de drogue et de menace militaire, Maduro a rétorqué : « Le Venezuela n'est pas un pays de narcotrafiquants. Les États-Unis inventent des mensonges de plus en plus violents parce qu'ils n'ont plus d'armes d'accusation crédibles. Après avoir échoué à nous accuser de posséder des armes de destruction massive, ils nous accusent de tout et de rien ». Pour le Président vénézuélien, ces manœuvres s'inscrivent dans une stratégie plus large de guerre médiatique et économique contre les États qui refusent l'hégémonie américaine. Il a conclu en réaffirmant que le Venezuela « restera aux côtés de la Palestine, de la justice et de la vérité, quelles que soient les pressions ». L'intervention de Maduro vient renforcer la vague de soutiens politiques et populaires qui, depuis le cessez-le-feu à Ghaza, réclament une paix fondée sur la justice et la reconnaissance du peuple palestinien comme acteur souverain de son destin.

M. S.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL POLITIQUE SUPRÊME NATIONAL :

« Le Yémen reste en alerte face à toute évolution de l'accord de Ghaza »

Le président du Conseil politique suprême du Yémen, Mahdi al-Mashat, a déclaré que son pays demeure en état de vigilance et de préparation complète face à tout développement concernant la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu à Ghaza. Dans un discours prononcé à l'occasion du 62^e anniversaire de la Révolution du 14 octobre, il a mis en garde contre toute tentative d'exploitation des tensions régionales par les États-Unis au profit d'Israël.

Al-Mashat a souligné que le Yémen suit de près et avec rigueur l'évolution de la phase d'application de l'accord mettant fin à l'agression contre Ghaza et visant à permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Il a réaffirmé la pleine disponibilité des forces armées yéménites à réagir à tout changement sur le terrain : « Nos sacrifices sont sous le regard de Dieu, et loin de nous affaiblir, ils renforcent notre détermination et notre constance dans notre position juste, quelle qu'en soit la souffrance. » Le dirigeant yéménite a révélé que des efforts sont en cours pour développer les capacités militaires du pays « dans tous les domaines », afin de doter les forces armées des moyens nécessaires pour faire face aux technologies avancées dont dispose l'ennemi. Ce programme de modernisation, a-t-il expliqué, s'inscrit dans une stratégie de dissuasion face aux

campagnes d'agression menées contre le pays et la nation ». Al-Mashat a également rappelé que le renforcement des capacités militaires n'a pas un caractère offensif, mais préventif : il s'agit, selon lui, de garantir la souveraineté nationale et de dissuader toute tentative de domination ou d'ingérence étrangère.

MESSAGE À L'ARABIE SAOUDITE

Dans son allocution, Mahdi al-Mashat s'est directement adressé à l'Arabie saoudite, l'appelant à passer « de la phase d'apaisement à celle de la fin du blocus, de l'agression et de l'occupation ». Il a estimé que la paix durable dans la région ne saurait être atteinte sans la levée totale du siège imposé au Yémen et la reconnaissance des droits légitimes de son peuple. Il a averti que le maintien de la situation actuelle ne fait que « servir les intérêts d'Israël », ajoutant : « Mettre fin à l'agression et à l'occupation est la voie la plus sûre pour fermer la porte à ceux qui cherchent à investir dans les guerres intestines de notre nation, au bénéfice de l'ennemi sioniste. Les États-Unis exploitent toutes les sensibilités régionales pour consolider les intérêts d'Israël, si seulement vous en preniez conscience. » Mahdi al-Mashat a exprimé la solidarité totale du Yémen avec « les peuples libanais, syrien et tous ceux de la région victimes de l'agression sionis-

te ». Il a appelé les pays arabes et musulmans à adopter une position ferme et coordonnée face à « l'arrogance et aux violations incessantes de l'entité sioniste ». Le chef du Conseil politique suprême a salué les sacrifices des « hommes libres et des justes » qui se tiennent aux côtés du peuple palestinien opprimé, citant notamment le Hezbollah, les résistants d'Irak et la République islamique d'Iran. Il a également rendu hommage aux nations et peuples libres qui ont dénoncé « le crime de génocide et de famine perpétré à Ghaza », ainsi qu'aux États ayant rompu leurs relations avec Israël ou imposé des sanctions en réponse à ses crimes. En conclusion, Mahdi al-Mashat a réaffirmé que la position du Yémen restera alignée sur celle des peuples opprimés et des causes justes, notamment celle de la Palestine. Son discours s'inscrit dans la continuité d'une politique de fermeté face aux ingérences étrangères et d'un engagement constant en faveur de la souveraineté, de la justice et de la dignité arabe et islamique. La rhétorique d'al-Mashat réaffirme ainsi la place du Yémen comme acteur vigilant au sein du front de résistance régionale, dans un contexte où les équilibres du Moyen-Orient restent suspendus aux suites de l'accord de Ghaza et à l'attitude des grandes puissances.

M. S.

TINDOUF. PROTECTION CIVILE

Boualem Boughlaf s'enquiert du degré de disponibilité opérationnelle du secteur

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, a entamé lundi, accompagné de cadres centraux, une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel visant à renforcer la disponibilité opérationnelle et à élever le niveau de performance des différentes structures du secteur.



Ph: DR

Dans une déclaration à la presse, le sous-directeur des statistiques et de la communication à la DGPC, Nassim Bernaoui, a indiqué que cette visite de travail entre dans le cadre du suivi régulier et de proximité des activités de la DGPC, avec pour objectif d'examiner les moyens administratifs et opérationnels mis à la disposition des directions de wilayas, d'évaluer le degré de disponibilité du personnel et des équipements, et de vérifier la mise en œuvre des programmes destinés à renforcer les capacités d'intervention face aux différents risques, notamment ceux liés aux spécificités géographiques et climatiques des régions du Sud. M. Boughlaf inspectera, lors de cette visite, plusieurs unités opérationnelles, telles que les unités principales, secondaires et les postes avancés, aussi bien dans les zones frontalières que dans les régions éloignées, et qui constituent des

points stratégiques dans le dispositif d'intervention rapide, a-t-il ajouté. Le programme de la visite comprend également l'examen de l'état d'avancement des projets destinés à renforcer la couverture opérationnelle, ainsi que l'équipement de nouvelles unités et de sièges administratifs modernes, afin d'améliorer les conditions de travail et d'assurer une efficacité accrue sur le terrain, a poursuivi M. Bernaoui.

Le DGPC tiendra également des rencontres avec les cadres locaux et les agents de la Protection civile, pour évaluer leurs conditions de travail, recueillir leurs doléances et suggestions inhérentes à l'amélioration des performances et suivre la mise en œuvre des différents programmes de formation, tant opération-

nels que préventifs, selon le responsable. A cette occasion, le colonel Boughlaf s'est enquis de près des moyens humains et matériels mobilisés pour l'intervention efficace en cas d'urgence et de prise en charge des différents accidents dans des conditions difficiles, en plus de faire un constat de l'évolution des travaux et la conformité des équipements aux normes techniques les plus récentes.

Le gisement de fer de Gara Djebilet et le poste frontalier terrestre "Chahid Mustapha Benboulaïd" ont constitué deux principales étapes de la visite de travail et d'inspection du DGPC, qui s'est engagé à y installer des postes avancés pour assurer la couverture des activités industrielles et commerciales ainsi que les éventuels risques d'accidents dans ces zones.

ILLIZI. DFP

Quatre conventions de coopération pour renforcer les offres de formation

La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'Illizi a signé quatre conventions de coopération avec des entreprises et des établissements à caractère économique et administratif dans le but de renforcer les offres de formation, a-t-on appris lundi de cette institution. Cet engagement entre dans le cadre de l'ouverture sur l'environnement socioéconomique pour diversifier les opportunités de formation par apprentissage et de recyclage dans diverses spécialités, a souligné le directeur du secteur, Youcef Hamdani. Parmi ces conventions, figure celle conclue avec la Société nationale d'assurance (SAA) afin de consolider la formation qualifiante en assurant des stages pratiques aux apprentis, ainsi que des cycles de perfectionnement et de recyclage pour le personnel de cet organisme. Un accord de coopération a également été paraphé avec la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), créant 24 opportunités de formation dans divers domaines, tels que la soudure, l'électricité industrielle et la conduite d'engins. En vertu d'une convention de coopération, 11 postes de formation par apprentissage ont été ouverts au sein des chantiers relevant de la China Petroleum Engineering & Construction Corporation (CPECC), dans les localités de Tin Fouye Tabankort (TFT) et de Stah. Une autre convention a été signée avec la Direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS) pour améliorer la réinsertion professionnelle de certaines franges de la société et assurer des programmes de formation continue au profit des personnels. Ces accords s'inscrivent dans la stratégie du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, visant notamment à renforcer les partenariats avec les acteurs socio-économiques pour dispenser une formation de qualité, adaptée aux besoins du marché du travail, a-t-on indiqué à la DFEP.

TLEMEN. ECOLE NATIONALE DES INGÉNIEURS DE LA VILLE

Ouverture de l'année universitaire pour la 5^e promotion

La cérémonie d'ouverture de l'année universitaire pour la cinquième promotion des étudiants de l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville "Abdelmadjid Meziane" de Tlemcen s'est tenue, lundi, sous la supervision du Directeur central de la formation au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Aïdja Nourredine, en présence des autorités de la wilaya. Cette promotion compte 80 étudiants venus de différentes wilayas du pays, dont 40 étudiants dans le grade d'inspecteur principal

de l'hygiène, de la propreté publique et de l'environnement, et 40 autres dans le grade d'ingénieur d'Etat de l'administration territoriale en gestion technique et urbaine, qui ont rejoint l'école après avoir réussi un concours national, selon le Directeur de l'établissement, Kaddari Lehli. Il a ajouté que "cette école constitue l'un des piliers fondamentaux de la stratégie nationale de qualification des cadres locaux, en dotant ses étudiants d'outils scientifiques et pratiques leur permettant de relever tous les défis urbains

et environnementaux. Elle se distingue par sa spécialisation unique, ce qui renforce la position de leader de l'Algérie dans ce domaine". De son côté, le wali de Tlemcen, Youssef Bechlaoui, a souligné dans son intervention que "cette école représente un véritable espoir pour la formation de compétences qualifiées, capables de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Etat en matière d'aménagement urbain et de développement durable". Il a également affirmé que "les services de la wilaya soutiendront tout pro-

jet de recherche ou d'application en phase avec les spécificités locales en matière d'aménagement urbain, de protection de l'environnement, d'amélioration de la qualité de vie des citoyens et de service de l'intérêt général". A cette occasion, une communication a été présentée par le Dr Fouad Zenati de l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", intitulée : "La gestion des collectivités locales en Algérie : lecture des dimensions administratives et de développement".

R. R.

MOSTAGANEM. APW

Un budget primitif de plus de 191 millions DA pour l'exercice 2026

Une enveloppe budgétaire préliminaire de plus de 191 millions de dinars a été allouée à la wilaya de Mostaganem pour l'année 2026, indique, lundi, un communiqué de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Les membres de l'APW ont approuvé, hier, la délibération relative à ce budget préliminaire, lors de la 3^e session ordinaire de cette instance élue.

Le montant total de cette première mouture du budget s'élève à 191,611 millions DA, dont 50 millions DA sont destinés aux opérations d'équipement et d'investissement, a-t-on précisé. La validation

de ce budget est le fruit d'un travail conjoint et d'une coordination constructive entre l'Assemblée populaire de wilaya et l'exécutif local, notamment en ce qui concerne la nécessité de répartir les crédits budgétaires en fonction des priorités et des besoins exprimés par les citoyens, souligne le communiqué.

Lors de la séance, les élus locaux ont soulevé plusieurs préoccupations et propositions liées au développement local dans les communes. Le wali de Mostaganem y a répondu dans le cadre d'un dialogue institutionnel constructif, en rappelant l'engagement des pouvoirs publics à

améliorer le niveau de vie des citoyens. Il a également affirmé la volonté des autorités locales de respecter les principes d'équilibre et d'équité dans la répartition des projets et des opérations de développement entre les différentes zones et communes, en vue d'un développement équilibré et durable répondant aux attentes des populations locales. Concernant la question des aides financières destinées à la réalisation d'habitations rurales, le wali a annoncé que la wilaya a bénéficié de 2.000 nouvelles aides, qui seront réparties entre les bénéficiaires dans différentes communes, a-t-on précisé.

ORAN. RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Achèvement du programme de renouvellement et de réhabilitation

Les travaux de renouvellement et de réhabilitation des réseaux d'électricité et de gaz de la ville d'Oran ont été achevés, a annoncé, dimanche dans un communiqué, la Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran. Selon la même source, cette opération, inscrite dans le cadre du programme d'investissement 2025 de la société, a permis le remplacement et le renouvellement de 20 km de câbles électriques à haute et basse tension défectueux, ainsi que le remplacement des équipements de dix transformateurs électriques et la réhabilitation de 15 km du réseau de distribution du gaz naturel. Ce programme d'investissement vise, selon le communiqué, à améliorer la qualité des prestations fournies aux clients et à accompagner les programmes de développement initiés par les autorités locales de la wilaya. Par ailleurs, concernant l'accompagnement des projets de logement dont a bénéficié la wilaya d'Oran, la Direction de distribution de l'électricité et du gaz a procédé au raccordement de 1.800 logements publics locatifs aux réseaux d'électricité et de gaz au niveau du quartier de Sidi El Bachir (commune de Bir El Djir), précise le communiqué.

CONSTANTINE. UNIVERSITÉ ABDELHAMID-MEHRI

La sécurité environnementale au centre d'une rencontre

Le thème de la "sécurité environnementale" a fait l'objet d'une rencontre nationale organisée lundi par la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2), avec la participation d'enseignants et de chercheurs venus de différentes universités du pays pour débattre de la situation environnementale en Algérie.

Cette rencontre, d'une journée, visait à mettre en lumière les moyens de protéger l'environnement contre les risques naturels et anthropiques qui menacent la vie humaine et les autres êtres vivants, à travers la préservation de l'équilibre des écosystèmes, la lutte contre la pollution et le changement climatique, ainsi que la consolidation du concept de sécurité environnementale. Dans son allocution d'ouverture, le doyen de la faculté, le professeur Nour-Eddine Laiachi, a

affirmé que la sécurité environnementale "constitue un pilier essentiel de la sécurité nationale", soulignant que "toute menace à l'environnement représente une menace directe à la santé du citoyen et à la stabilité de la société". Le même responsable a appelé à renforcer le partenariat entre l'université et les différents acteurs du domaine environnemental à travers une vision globale reposant sur l'équilibre entre les exigences du développement et la préservation des ressources natu-



elles, insistant sur "la nécessité d'intégrer la dimension environnementale dans l'aménagement urbain et les grands projets économiques". Pour sa part, la directrice du "Laboratoire du Grand Maghreb : économie et société" de la même université, Chahrazed El Wafi, a souligné "l'importance de renforcer le cadre législatif et le contrôle sur le terrain afin de réduire les activités polluantes", notant que la recherche scientifique peut offrir "des solutions innovantes et durables" pour le traitement des déchets industriels et des eaux usées. Elle a ajouté que l'ancrage de la culture environnementale chez

les jeunes générations constitue une véritable garantie pour un avenir écologique sûr, appelant à l'intensification des campagnes de sensibilisation dans les établissements éducatifs et universitaires, à la valorisation des résultats de la recherche scientifique et à l'implication de l'université dans l'élaboration de politiques environnementales nationales. Mme El Wafi a, en outre, mis en avant la nécessité de renforcer la coordination entre les secteurs concernés afin de bâtir un système environnemental intégré, capable d'accompagner les mutations écologiques mondiales.

BLIDA. UNIVERSITÉ ALI LOUNICI

L'IA et les sciences de l'information et de la communication au centre d'un colloque

Le thème de l'intelligence artificielle (IA) et son impact sur les sciences de l'information et de la communication a été au cœur d'un colloque national organisé, lundi à l'Université Ali Lounici de Blida, avec la participation de chercheurs et d'experts du domaine. Organisé par la Faculté des sciences humaines et sociales, département des sciences de l'information et de la communication, sous le thème "L'intelligence artificielle et les sciences de l'information et de la

communication : impact sur la recherche et la pratique médiatique", le colloque a mis en avant l'importance de l'IA dans l'amélioration de la performance des institutions médiatiques.

Les intervenants ont notamment souligné le rôle des outils de rédaction automatisée et des algorithmes dans l'analyse des préférences du public, ce qui permet aux journalistes de se concentrer davantage sur la créativité et l'analyse. Le président du colloque, Mohamed Amine Laalidji, a estimé, à ce titre, que l'intégration de l'IA dans les sciences de l'information et de la communication constituait une étape essentielle pour moderniser les pratiques médiatiques et renforcer la performance des entreprises de communication, grâce à l'utilisation de technologies intelligentes dans la production de contenu, l'analyse de données et l'interaction avec le public. La rencontre a également abordé les défis, risques et opportunités liés à l'intégration croissan-

te de l'IA dans la recherche académique et les pratiques journalistiques, a-t-il ajouté. Pour sa part, le chef du département des sciences de communication, Mehdi Touati, a qualifié l'exploitation de l'IA dans le domaine de l'information de "grande opportunité" pour développer et adapter les pratiques médiatiques aux transformations numériques actuelles.

Il a, aussi, insisté sur un "usage responsable et éthique de ces technologies afin de préserver la crédibilité de l'information et la protection de la vie privée".

Des enseignants de différentes universités du pays ont prit part à cette rencontre, ouverte par le recteur de l'université, Farid Kourtel, et marquée par la présentation de communications axées notamment sur le cadre juridique de l'utilisation de l'IA pour la protection de la sécurité des Etats et des personnes, ainsi que sur l'intelligence artificielle et les phénomènes de deepfake médiatique.

KHENCHELA. ÉDUCATION Lancement prochain de la réalisation de 5 établissements scolaires

La réalisation de 5 établissements scolaires sera lancée "prochainement" dans la wilaya de Khenchela, a déclaré lundi le directeur local des équipements publics (DEP). Il s'agit de la réalisation de 4 écoles primaires dans les communes de Khenchela, Bouhmama et Remila, ainsi que d'un collège d'enseignement moyen (CEM) prévu dans la commune d'El Hamma, a précisé à l'APS M. Abdelouahab Boudib, soulignant que les entreprises retenues pour l'exécution de ces projets ont été désignées. Le même responsable a ajouté que la domiciliation des chantiers et le démarrage des travaux de construction auront lieu "avant la fin de l'année 2025", avec un délai de réalisation ne dépassant pas les 10 mois, conformément aux cahiers des charges relatifs à ces projets. Il a également indiqué que l'enveloppe financière allouée par les autorités locales pour la réalisation de ces infrastructures scolaires dépasse les 730 millions de dinars. Le DEP de la wilaya de Khenchela a affirmé que l'objectif de ces nouvelles constructions est de répondre aux besoins croissants des citoyens, notamment dans les nouvelles agglomérations et de lutter contre la surcharge des classes et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves ainsi que les conditions de travail des équipes administratives et pédagogiques.

SÉTIF. PORTEURS DE PROJETS AGRICOLES

Journée de sensibilisation sur la gestion des risques

Une journée de sensibilisation sur la gestion des risques au profit de 100 porteurs de projets et investisseurs dans le secteur agricole a été organisée lundi au siège de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Sétif. Dans une déclaration à l'APS, Hocine Lamouri, directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, a indiqué que cette journée, organisée conjointement par la même Agence et la CRMA en vertu de leur accord de partenariat, a

ciblé des agriculteurs et des porteurs de projets financés dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et assurés à la CRMA. Encadrée par des experts, cette rencontre vise à attirer l'attention des futurs investisseurs agricoles sur les divers risques susceptibles d'être rencontrés et les méthodes de leur gestion pour en réduire l'impact et renforcer les chances de succès et de pérennité de leurs projets qu'ils concernent les activités de production végétale, animale ou autres, a ajouté M.

Lamouri. Des explications sur les produits d'assurance des végétaux et des ressources animales contre les multiples maladies et risques ont été présentées à l'occasion par Sofiane Hamidat et Sofiane Belaïfa, respectivement agronome et vétérinaire de la CRMA à l'assistance constituée d'agriculteurs, de porteurs de projets, d'acteurs de la société civile et de partenaires du secteur. Des simulations de contrats d'assurance sur les divers risques pouvant être rencontrés par les promoteurs de projets ont été également présentées.

TIPASA. KOLÉA

La transition énergétique et l'innovation en Algérie au centre d'une rencontre

La transition énergétique et l'innovation en Algérie ont été au centre d'une rencontre organisée, lundi, à l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSSEA) de Koléa, dans la wilaya de Tipasa. Organisé en coordination avec le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD), l'événement a abordé plusieurs thématiques liées aux perspectives et enjeux de la transition énergétique en Algérie face aux défis mondiaux actuels, a indiqué la présidente du colloque, Nacima Hamidouche. Le directeur de l'ENSSEA, Rachid Toumache, a souligné que l'Algérie dispose de tous les atouts nécessaires pour réussir sa transition énergétique, grâce notamment à la "forte volonté politique des autorités supérieures du pays". Pour sa part, le directeur du CREAD, Ahmed Zakane, a rappelé que l'Algérie a été pionnière sur le plan régional et continental en adoptant dès le départ des lois relatives à la transition énergétique, estimant que celle-ci "n'est plus un choix, mais une nécessité imposée par les mutations mondiales". A son tour, le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Merouane Chabane, a évoqué les perspectives de la transition énergétique en Algérie, soulignant qu'elle "exige la mobilisation de tout un chacun" et que la stratégie nationale dans le domaine "place la souveraineté énergétique parmi ses priorités". L'Algérie dispose de ressources naturelles, d'infrastructures et de réseaux permettant d'économiser jusqu'à 50 % de l'énergie conventionnelle actuellement utilisée, notamment le gaz naturel, a-t-il ajouté. "La consécration de cet objectif suppose un changement de mentalités, la préservation et la valorisation de la richesse gazière et l'encouragement de l'exploitation des énergies alternatives et renouvelables", a assuré le même responsable.

GHARDAÏA. ZONE INDUSTRIELLE DE OUED-NECHOU

Attribution d'une quarantaine de lots

Une quarantaine de lots de la zone industrielle viabilisée d'Oued-Nechou (20 km au nord de Ghardaïa) ont été attribués à des investisseurs économiques, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Industrie. Sur 175 lots que compte cette zone industrielle de 100 hectares (ha), située à proximité de la (RN-1), 38 lots ont été attribués aux opérateurs économiques encouragés par les mesures incitatives mises en place pour promouvoir l'écosystème industriel, a indiqué le directeur de l'Industrie de Ghardaïa, Adda Doumi. Il a ajouté que 138 lots restent disponibles pour les investisseurs, offrant ainsi de nouvelles opportunités, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme l'industrie agroalimentaire, à travers la plateforme numérique du guichet décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI - antenne de Ghardaïa). Avec cette nouvelle zone industrielle, la wilaya de Ghardaïa renforce son tissu productif industriel qui compte plus de 354 ha, répartis en 616 lots situés dans les trois zones industrielles de la wilaya, à savoir Guerrara (112 ha), Bounoura (142 ha) et Oued-Nechou (100 ha). Région à vocation agricole et touristique, Ghardaïa entame sa mue industrielle en créant des zones industrielles notamment à Oued-Nechou et Oued Métlili. Ces projets contribueront à diversifier l'économie locale et à orienter son développement durable vers des secteurs industriels prometteurs, ainsi que vers les technologies modernes.

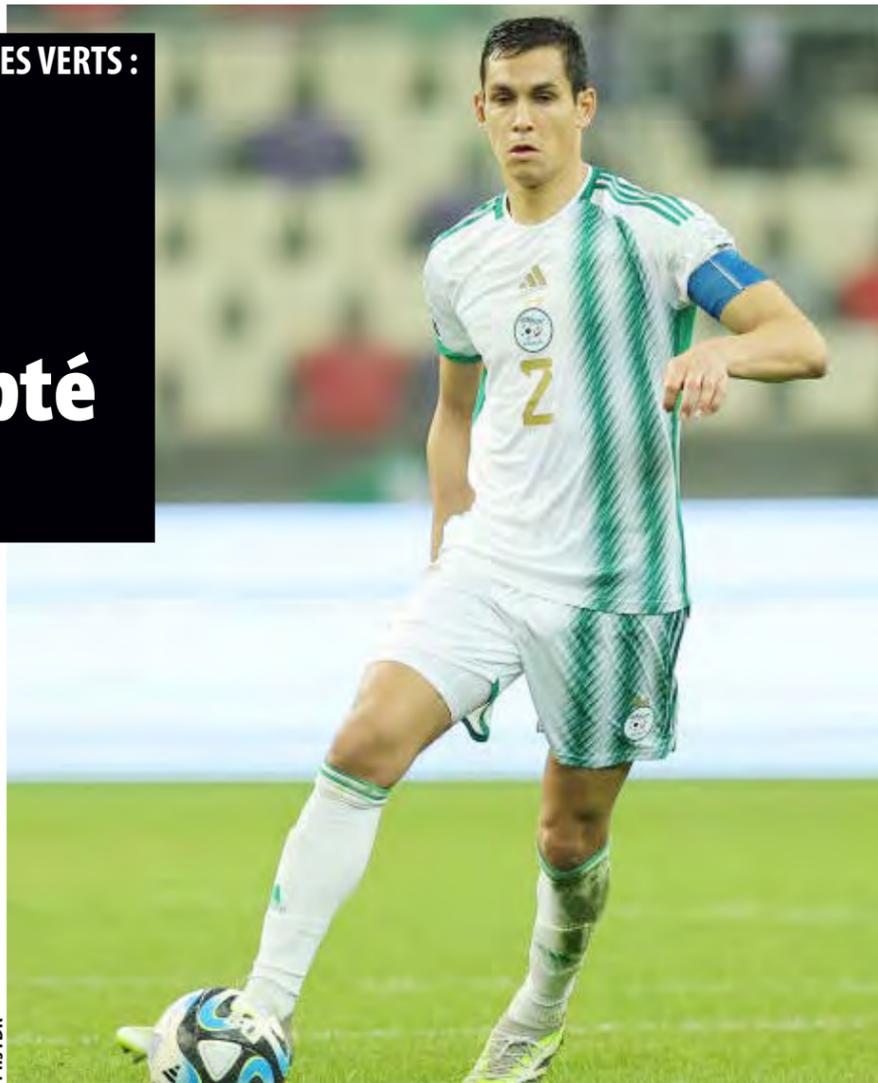
LES FENNECS

AÏSSA MANDI, VICE-CAPITAINE DES VERTS :

«Le stade Hocine Aït Ahmed est le plus adapté pour nous»

Dans une déclaration empreinte de sincérité et de respect pour l'histoire du football algérien, le capitaine de l'équipe nationale, Aïssa Mandi, a exprimé sa profonde admiration pour le nouveau stade Hocine Aït Ahmed de Tizi-Ouzou, tout en rendant hommage au mythique stade Mustapha Tchaker de Blida, théâtre de ses premiers pas avec les Verts. Une sortie qui relance le débat sur l'avenir des matchs de l'équipe nationale à domicile.

Au fil des années, l'Algérie a investi massivement dans les infrastructures sportives, multipliant les stades modernes aux normes FIFA. Pour Aïssa Mandi, international depuis plus de dix ans et désormais vice-capitaine des Fenecs, ce progrès est indéniable. Mais il n'en oublie pas pour autant les lieux qui ont marqué son parcours. « Il y a aujourd'hui beaucoup de stades en Algérie qui sont grands et magnifiques », a-t-il déclaré récemment à la presse. « Pour moi, le stade Tchaker à Blida restera toujours spécial. C'est là que j'ai fait mes débuts avec l'équipe nationale, et ça a une grande valeur symbolique ». Le stade Mustapha Tchaker, souvent surnommé « la citadelle des Fenecs », est en effet intimement lié à l'âge d'or récent de la sélection. De nombreuses victoires décisives y ont été célébrées, notamment lors des qualifications pour la Coupe du monde 2010 et 2014. Mais malgré ce passé glorieux, Mandi regarde aussi vers l'avenir. Et selon lui, le stade Hocine Aït Ahmed de Tizi-



Phs : DR

Ouzou, fraîchement inauguré, pourrait bien représenter le futur de l'équipe nationale.

TIZI OUZOU : UN NOUVEAU FIEF POUR LES VERTS ?

« Je pense qu'aujourd'hui, le plus beau stade et le plus adapté pour nous, c'est celui de Tizi-Ouzou. Il est impressionnant, moderne, et je pense qu'il peut vraiment devenir un lieu fort pour l'équipe », a-t-il affirmé.

Situé dans la ville natale de la JS Kabylie, le nouveau stade — qui porte le nom du défunt Moudjahid Hocine Aït Ahmed — offre une capacité de plus de 50 000 places assises, une pelouse naturelle de haute qualité, et des installations dignes des plus grands stades européens.

Ce complexe flambant neuf est perçu comme une vitrine du renouveau du football

algérien, non seulement pour les clubs locaux, mais aussi pour l'équipe nationale. Plusieurs personnalités du sport et de la politique ont salué son ouverture comme un moment clé pour la région et pour l'Algérie.

D'autres enceintes comme le stade Nelson Mandela de Baraki (Alger) ou le stade Miloud Hadeff d'Oran ont déjà accueilli des matchs des Verts récemment, dans une logique de rotation. Toutefois, l'accueil du public à Tizi-Ouzou, réputé fervent et connaisseur, ainsi que la modernité des infrastructures, pourraient faire pencher la balance en faveur de cette nouvelle destination.

Pour de nombreux supporters, voir les Verts évoluer dans un stade aussi moderne, au cœur d'une région passionnée de football, serait un rêve devenu réalité.

Hakim S.

POUR PROLONGER LE CONTRAT DU JOUEUR

Début imminent des négociations entre l'ES Tunis et Belaïli

Alors que son contrat avec l'Espérance Sportive de Tunis expire le 30 juin 2026, le milieu offensif algérien Youcef Belaïli entre dans ce qui pourrait bien être sa dernière saison sous les couleurs du club sang et or. À 33 ans, le natif d'Oran reste un élément clé du dispositif tunisien, et sa situation contractuelle attire toute l'attention.

Le dossier Belaïli est devenu prioritaire dans les bureaux de la direction de l'EST. Le directeur sportif du club, l'ancien capitaine des Fenecs, Yazid Mansouri, a tenu une conférence de presse pour apporter des éclaircissements sur l'avenir du joueur.

« Nous allons rencontrer Youcef la semaine prochaine pour discuter d'un éventuel renouvellement de contrat, a-t-il annoncé. Il est encore trop tôt pour dire ce qu'il décidera, mais nous espérons le convaincre de prolonger son aventure avec nous ».

Cette sortie publique confirme ce que de nombreuses sources internes laissent entendre : l'Espérance ne veut pas perdre l'un de ses éléments les plus créatifs, d'autant plus que le joueur a récemment

retrouvé une régularité et un niveau de jeu appréciables.

UNE SAISON CHARNIÈRE POUR L'ALGÉRIEN

Arrivé à l'Espérance en 2023 pour une troisième aventure, Belaïli a su s'imposer malgré les doutes liés à son âge et à sa condition physique. La saison passée, il a inscrit plusieurs buts décisifs et offert des passes lumineuses, rappelant par moments le joueur flamboyant qui avait séduit l'Afrique entière lors de la CAN 2019 remportée par l'Algérie. Son influence sur le terrain dépasse les statistiques : par son expérience, son leadership et sa technique, il apporte un équilibre dans un effectif qui vise constamment les sommets continentaux.

Lors du mercato estival 2024, Belaïli était tout proche de quitter Tunis. Plusieurs clubs du Golfe et du Maghreb, notamment en Arabie saoudite et au Maroc, avaient manifesté leur intérêt. Mais malgré des offres alléchantes, le joueur avait finalement décidé de respecter son contrat jusqu'à son terme, soit juin 2026. Un choix qui s'est révélé payant, autant pour lui que



pour l'Espérance : le club bénéficie de ses performances, tandis que le joueur a retrouvé la stabilité nécessaire pour revenir sous les projecteurs de la sélection nationale.

À 33 ans, certains pensaient que le cycle de Belaïli avec les Verts était terminé. Pourtant, le sélectionneur, Vladimir Petkovic continue de lui faire confiance. Belaïli a été convoqué régulièrement lors des derniers rassem-

lements, preuve de sa forme actuelle et de son importance dans le système de jeu algérien.

Cependant, il n'a pas participé à la dernière rencontre des qualifications pour la Coupe du Monde 2026 contre l'Ouganda, en raison d'une blessure musculaire contractée lors du match face à la Somalie. Une absence regrettable pour un joueur qui espérait finir cette campagne sur une bonne note.

L'ESPÉRANCE MISE SUR LA STABILITÉ

Du côté de Tunis, la direction est consciente de ce que représente Belaïli pour l'équipe. En plus de son apport technique, il incarne une certaine identité de jeu, et sa relation avec les supporters reste forte.

Selon des sources proches du club, l'idée serait de lui proposer une prolongation de deux saisons, avec des ajustements contractuels liés à son âge et à ses performances. Une formule intelligente qui permettrait au joueur de finir sa carrière dans un cadre qu'il connaît bien, tout en assurant à l'Espérance une continuité précieuse.

H. S.

DEUXIÈME TEST POUR LES A' ALGÉRIENS L'Algérie piégée par la Palestine

Dominatrice mais inefficace, la sélection algérienne des joueurs locaux s'est inclinée face à la Palestine (0-1), lundi soir au stade du 19 Mai-1956 d'Annaba, lors de son deuxième match amical. Une défaite frustrante pour les hommes de Madjid Bougherra, à deux mois de la Coupe Arabe "FIFA-2025", prévue au Qatar.



La pelouse du stade d'Annaba a été le théâtre d'un duel tactique serré entre deux sélections ambitieuses. Après leur nette victoire (3-0) lors du premier match amical, les Verts ont, cette fois, été surpris par une équipe palestinienne bien organisée, qui a su exploiter la moindre erreur défensive. L'unique but de la rencontre a été inscrit à la 38e minute par Zaid Qunbar, profitant d'une mésentente entre la défense algérienne et le gardien Rayane Yesli. Seul au second poteau, l'attaquant palestinien n'a eu qu'à placer une tête victorieuse dans le but vide. Les Algériens ont tenté de réagir, mais la finition n'a pas été au rendez-vous. Les offensives menées par Rayan Kollu sur le flanc gauche ont manqué de tranchant, à l'image de sa frappe puissante à la 20e minute, repoussée avec brio par le gardien Abdulhadi Yassine. Le manque d'efficacité offensive a encore une fois coûté cher aux hommes de Bougherra, malgré une possession de balle largement en leur faveur. De retour des vestiaires, Madjid Bougherra a procédé à plusieurs changements pour dynamiser le jeu. L'entrée en jeu d'Amir Sayoud a apporté un souffle nouveau. Par ses dribbles précis et ses passes millimétrées, le meneur de jeu a su créer plusieurs

décalages, mais la réussite n'a pas été au rendez-vous. À la 65e minute, la tentative de Kollu s'est écrasée sur la transversale, symbolisant la malchance d'une équipe algérienne pourtant volontaire. Les Palestiniens, solidaires et disciplinés, ont procédé par contres rapides. À la 82e minute, Hamdan Hamed a failli doubler la mise d'une frappe puissante qui heurta le poteau droit du gardien algérien.

REACTIONS CONTRASTÉES APRÈS LE MATCH

Le danger a été écarté en extremis par la défense, sous le regard soulagé du public annabi. Dans les dix dernières minutes, les Verts ont tout tenté pour égaliser, mais la muraille défensive palestinienne, bien regroupée autour de son gardien, a résisté jusqu'au coup de sifflet final. Une défaite au goût amer, mais riche en enseignements avant la phase finale de la Coupe Arabe "FIFA-2025". À l'issue de la rencontre, Madjid Bougherra s'est voulu lucide : « Ce match a été l'occasion d'expérimenter un nouveau schéma tactique et d'évaluer le rendement global de l'équipe. Nous avons affronté un adversaire rigoureux et compact. Nous devons désormais améliorer notre efficacité offensive pour bâtir une équipe compétitive et digne de représenter l'Algérie au Qatar ». Même son de cloche du côté du défenseur Hocine Dehiri, pour qui cette défaite reste instructive : « C'est un match formateur. Nous avons commis des erreurs défensives et manqué de lucidité dans la finition, mais nous en tirerons les leçons pour la suite ». En face, le

sélectionneur palestinien Ihab Mahmoud Hamed Abu Jazar s'est réjoui de la performance de ses joueurs : « Nous avons affronté une équipe solide, tenante du titre, et ce duel nous a permis d'acquiescer une expérience précieuse. L'accueil chaleureux de l'Algérie nous a donné l'impression d'être dans notre second pays ». Quant au buteur Zaid Qunbar, il a salué l'esprit sportif entre les deux nations : « Il n'y a ni vainqueur ni vaincu entre l'Algérie et la Palestine. Cette victoire est le fruit d'un travail collectif et d'une discipline tactique. Nous avons corrigé nos erreurs du premier match et su appliquer les consignes du coach ».

CAP SUR LA COUPE ARABE 2025

Cette double confrontation amicale aura permis au staff technique de tester plusieurs combinaisons avant la compétition arabe. L'Algérie, tenante du titre, évoluera dans le groupe D en compagnie de l'Irak et des vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan. Dans son côté, la Palestine disputera un barrage face à la Libye en novembre prochain à Doha. Pour Bougherra et ses hommes, cette défaite n'est qu'un rappel de l'exigence du haut niveau. Les automatismes doivent encore se renforcer, mais l'état d'esprit et la volonté affichés laissent entrevoir une équipe en construction, capable de défendre son titre en décembre. Un revers certes frustrant, mais formateur : la préparation des A' algériens ne fait que commencer, et chaque erreur d'aujourd'hui pourrait bien devenir la force de demain.

Mohamed Amine Touमित

HOMOLOGATION EN ATTENTE, FERVEUR EN SUSPENS Le NAHD joue dans le vide

À Alger, les stades continuent de sonner creux. Le NA Hussein-Dey s'apprête à disputer, ce vendredi, son troisième match consécutif à huis clos au stade du 20-Août-1955. Une situation devenue presque banale, mais dont les conséquences sportives et symboliques méritent réflexion. Le championnat de Ligue 2 reprend après deux semaines d'arrêt, et le NA Hussein-Dey retrouvera son ancre mythique des Années pour y affronter l'ASM Oran, co-leader du classement. Une belle affiche sur le papier, mais qui se jouera, une fois encore, dans un silence pesant. Le stade du 20 Août-1955 demeure non homologué pour recevoir du public, à cause de réserves émises par le Centre Technique de Contrôle (CTC). La Nasria disputera donc un nouveau match sans la ferveur de ses supporters, comme depuis le début de la saison.

Ce n'est plus une simple parenthèse, mais une constante : à Alger, le huis clos semble s'être installé comme une règle tacite. Depuis la reprise des championnats, aussi bien en Ligue 1 qu'en Ligue 2, la capitale n'a connu que trois ou quatre matchs avec du public. Un chiffre dérisoire quand on sait que sept journées se sont déjà écoulées en Ligue 1 et que 5 clubs Algérois sont pensionnaires de la Ligue 1. Et même lors de ces rares rencontres ouvertes, une nouvelle directive du bureau fédéral a été appliquée : la réduction de la capacité des tribunes à 75 % de leur total. Une mesure qui, curieusement, n'est observée qu'à Alger.

UNE SITUATION À PART, LOURDE DE CONSÉQUENCES

Pour le NAHD, cette singularité a un coût. D'abord sur le plan sportif, où l'absence du public prive les joueurs d'un soutien moral souvent décisif. Dans une compétition aussi serrée que la Ligue 2, chaque détail peut influencer le cours d'une saison. Le club, qui nourrit l'ambition de retrouver la Ligue 1 Mobilis, se voit ainsi privé d'un avantage que d'autres équipes conservent : la force du 12e homme. Ensuite sur le plan économique, car l'absence de billetterie ampute encore davantage des finances déjà fragiles. Pour un club à statut amateur, chaque recette de match représentait une bouffée d'oxygène. Aujourd'hui, cette source est totalement tarie.

Cette situation suscite d'autant plus d'incompréhension que la direction du club a, selon des sources proches du dossier, multiplié les démarches pour obtenir la levée du huis clos. La DJSL, les services de la wilaya d'Alger, l'APC de Belouizdad et même le wali délégué ont été saisis. En vain. Selon les mêmes sources, l'APC d'Hussein-Dey s'est pourtant dite prête à prendre en charge les travaux nécessaires, face à la défaillance de l'APC de Belouizdad, gestionnaire officielle du stade. Mais là encore, les procédures semblent s'enliser, faute d'une coordination efficace entre les différentes institutions concernées.

ENTRE ATTENTE ET LASSITUDE

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est la résignation qui s'installe. Les supporters, d'abord patients, peinent à comprendre pourquoi leur club, parmi les plus anciens du pays, reste condamné à jouer dans le vide, alors que partout ailleurs, la ferveur populaire anime les gradins. L'inégalité de traitement saute aux yeux, mais peu s'en émeuvent. On parle souvent de redonner vie aux grands clubs historiques, de préserver leur héritage et leur rôle dans le football national, mais sur le terrain, les actes ne suivent pas toujours les discours.

Pendant ce temps, le 20-Août-1955 reste fermé au public, comme une cicatrice ouverte au cœur d'Alger. Ce stade, symbole du football populaire et témoin de générations entières de supporters, est aujourd'hui réduit au silence. Et ce silence, de plus en plus pesant, commence à ressembler à une forme d'abandon.

La Nasria continue de lutter sur le terrain, mais sans la souffie de ses supporters, c'est une autre bataille, plus sourde, qu'il doit désormais mener : celle contre l'oubli.

M. A. T.

LE CYCLISME ALGÉRIEN À SON APOGÉE

Madar Pro Team, reine d'Afrique

La formation algérienne Madar Pro Team vient d'écrire une nouvelle page de l'histoire du cyclisme national en décrochant le titre de championne d'Afrique 2025 des clubs professionnels.



Une consécration qui illustre non seulement la montée en puissance du cyclisme algérien, mais aussi la réussite d'un projet ambitieux soutenu par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Le cyclisme algérien tient enfin son couronnement continental. La Madar Pro Team a été sacrée championne d'Afrique 2025 des clubs professionnels sur route, selon l'annonce faite lundi par le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Kheireddine Barbari. Avec un total de 679 points au classement final de l'UCI Africa-Tour, la formation algérienne devance nettement Team Amani du Rwanda (254 pts) et Agadir Vélo Propulsion du Maroc (172 pts). Une performance éclatante qui consacre la suprématie algérienne sur la scène africaine. Cette distinction vient récompenser une structure exemplaire, composée de coureurs aussi expérimentés que prometteurs. Le vétéran Azzedine Lagab, véritable légende du cyclisme algérien, continue d'apporter son expérience et sa rigueur à une équipe résolument tournée vers l'avenir. À ses côtés, le sprinteur Hamza Yacine s'impose comme l'un des meilleurs finisseurs du continent, tandis que Hamza Amari, jeune prodige du cyclisme national, symbolise la relève et la continuité du travail de formation engagé depuis plusieurs saisons.

Lors de la conférence de presse tenue à Alger, Kheireddine Barbari n'a pas caché sa satisfaction : « Cette représentation significative dans le haut du classement témoigne des efforts constants de formation, de performance et d'encadrement au sein de notre structure. La Madar Pro Team est aujourd'hui une fierté nationale et un modèle pour les clubs africains. »

LE FRUIT D'UNE STRATÉGIE BIEN PENSÉE

Créée en 2023 sous l'impulsion du groupe public Madar Holding, la Madar Pro Team a rapidement trouvé sa place dans le paysage cycliste Algérien et africain. Conçue comme un véritable projet de performance, elle réunit les meilleurs coureurs algériens issus des clubs locaux et du circuit international. Sa mission dépasse le simple cadre sportif : elle vise à professionnaliser la pratique du cyclisme en Algérie et à hisser le

pays au niveau des grandes nations africaines. Grâce à un encadrement moderne, un suivi médical de pointe et un calendrier compétitif, la structure s'est imposée en moins de deux ans comme un modèle de réussite et de rigueur.

Au-delà du titre, la Madar Pro Team incarne la vision moderne du cyclisme algérien. L'équipe, qui amorcera son parcours professionnel au troisième palier international, a bâti son succès sur une organisation rigoureuse et un encadrement de haut niveau. Ses dirigeants misent sur une philosophie claire : développer le potentiel des jeunes tout en restant compétitifs sur le plan continental. Le président de la Confédération africaine de cyclisme (CAC), l'Ivoirien Yaou Allah Louamé, a d'ailleurs salué cette réussite et annoncé sa venue à Alger le 22 octobre pour remettre officiellement le trophée de la meilleure formation africaine à la Madar Pro Team. Un geste hautement symbolique, qui vient confirmer la reconnaissance du cyclisme algérien au sein des instances continentales.

Barbari a également insisté sur la dimension éducative et

sociale de ce projet : « Au-delà de l'élite, la vision de la Madar Pro Cycling Team s'étend aux jeunes talents. L'objectif est de leur offrir un encadrement complet et des conditions professionnelles, afin qu'ils deviennent les champions de demain. » Cette politique d'investissement à long terme, orientée vers la détection et la formation, constitue le socle du renouveau du cyclisme national.

L'ALGÉRIE SUR LE PODIUM CONTINENTAL

Les performances de la Madar Pro Team ont également contribué au bon classement général de l'Algérie dans la hiérarchie continentale. Au classement des équipes nationales, l'Algérie occupe la troisième place avec un total de 1003 points, derrière l'Érythrée (3933 pts) et l'Afrique du Sud (1301 pts). Un résultat qui confirme la progression constante de la discipline, soutenue par une stratégie fédérale axée sur la professionnalisation des clubs et la multiplication des compétitions locales et régionales.

Cette dynamique positive s'inscrit dans un contexte où le cyclisme algérien aspire à

retrouver sa place parmi les grandes nations sportives du continent. L'organisation régulière du Grand Prix international de la ville d'Alger ou encore la participation accrue des coureurs algériens aux épreuves de l'AfricaTour renforcent la visibilité du pays et ouvrent la voie à de nouvelles opportunités sportives et économiques.

Avec cette consécration, la Madar Pro Team devient un ambassadeur majeur du cyclisme algérien. Son succès, fruit d'une politique structurée et de la détermination de ses athlètes, témoigne d'un savoir-faire désormais reconnu à l'échelle africaine. L'équipe espère désormais franchir un cap supplémentaire en intégrant progressivement les circuits internationaux de niveau supérieur, tout en continuant à former la nouvelle génération de cyclistes.

Symbole d'un cyclisme algérien en pleine renaissance, la Madar Pro Team prouve que la persévérance, la vision et la formation peuvent transformer un rêve national en fierté continentale. L'Afrique a trouvé sa reine, et elle roule en vert, blanc et rouge.

Mohamed Amine Touमित

POUR PEAFINER SA PRÉPARATION AVANT LES MONDIAUX DE JAKARTA

Kaylia Nemour en Chine

La pépite algérienne de la gymnastique artistique, Kaylia Nemour, poursuit sa montée en puissance en vue des Championnats du monde 2025, prévus le 19 octobre à Jakarta, en Indonésie. Actuellement en stage intensif en Chine, la jeune gymnaste se prépare avec rigueur dans un environnement de haut niveau, en quête d'une nouvelle performance historique sous les couleurs de l'Algérie.

Un centre d'entraînement de référence à Pékin, reconnu pour former des gymnastes de classe mondiale, abrite les entraîne-

UNE RENCONTRE INSPIRANTE : TATIANA NABIEVA À SES CÔTÉS

Lors de ce stage, Kaylia Nemour a eu l'opportunité de travailler aux côtés de la légende russe Tatiana Nabieva, ancienne championne mondiale et spécialiste des barres asymétriques, appareil de prédilection de Kaylia. Tatiana Nabieva est entrée dans l'histoire de la gymnastique en 2010 en donnant son

nom à un élément spectaculaire réalisé aux barres : le « Nabieva », un mouvement de très haute difficulté, désormais inscrit dans le Code de pointage de la FIG. Aujourd'hui entraîneuse en Chine, elle partage son expertise avec la nouvelle génération, dont fait désormais partie la jeune Algérienne.

CAP SUR JAKARTA : UN OBJECTIF CLAIR

Une photo partagée sur les réseaux sociaux montre Kaylia Nemour, aux côtés de Nabieva, symbole fort de transmission entre deux générations de championnes partageant le

même amour pour un agrès exigeant. Déjà finaliste mondiale en 2023 et championne d'Afrique en titre, Kaylia Nemour s'avance à Jakarta comme l'un des espoirs les plus sérieux du continent africain. Son travail technique, sa maturité et sa passion la placent parmi les gymnastes les plus attendues de cette édition 2025. Le public algérien, mais aussi les passionnés de gymnastique du monde entier, auront les yeux tournés vers elle le 19 octobre, avec l'espoir de la voir écrire une nouvelle page glorieuse de l'histoire du sport algérien.

H. S.

AMICAL U20

L'Algérie bat La Côte d'Ivoire

L'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), s'est imposée face à son homologue ivoirienne (1-0, mi-temps 0-0), en match amical disputé lundi au complexe sportif de Bingerville à Abidjan, en vue des prochaines échéances officielles. Lors de la première opposition, disputée jeudi dernier au même stade, les deux équipes se sont neutralisées (0-0). Pour cette double confrontation face aux Ivoiriens, le sélectionneur national, Razik Nedder, a fait appel à 23 joueurs, une liste marquée par la présence de quelques nouveaux éléments. La sélection algérienne des U20 prépare les éliminatoires zonales de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026.

MONDIAUX-2025

DE PARA-POWERLIFTING

Médaille de bronze pour Hocine Bettir

L'athlète de la sélection algérienne Hocine Bettir, médaillé de bronze des derniers Jeux paralympiques-2024, a remporté une médaille de même couleur, lundi au Caire en Egypte, aux Championnats du monde de para-powerlifting (messieurs et dames). Engagé dans la plateau A, Bettir (-65 kg) a obtenu sa médaille à la meilleure charge, grâce à 192 kg soulevés à son 3e essai, après un second essai réussi à 189 kg, une barre qu'il a ratée une première fois. Au total des charges, Bettir a pris la 12e position avec 381 kg. Le podium de la meilleure charge a été complété par le Chinois Zhou Shiwei (205 kg), devant l'Iranien Bakhtiar Mohsen (201 kg).

De son côté, l'autre Algérien, Chems-Eddine Boudra, avait remporté la médaille d'argent jeudi dans le plateau B, où il a réalisé un total de 257 kg dans la catégorie des -49 kg. Il a pris également la 5e place à la meilleure charge (91 kg), réalisée à son 3e essai. La médaille d'or du total des charges au tableau B de la même catégorie de poids a été remportée par l'Arménien Hamazaspyan Rafayel (339 kg), alors que celle en bronze est revenue à l'Égyptien Ali Radwan Assem (210 kg). Pour sa part, l'Algérien Radhouane Sedjerari (-65 kg) a clôturé sa participation à la 8e place dans le concours de la meilleure charge avec une barre à 80 kg, réalisée lors de son 3e et dernier essai.

La journée de mardi verra l'entrée en lice du dernier concurrent algérien, Sabrina Moussaoui, dans la catégorie des -45 kg. Moussaoui tirera dans le plateau C, aux côtés de sept autres concurrentes pour une place sur le podium mondial. Les Championnats du monde de para-powerlifting au Caire, qui se poursuivent jusqu'au 18 octobre avec la participation de 537 athlètes (élite) et 119 juniors issus de 18 nations, interviennent après trois étapes de Coupe du monde qui offrent des opportunités de compétition aux athlètes issus de tous les continents. Au-delà des titres et médailles mis en jeu, ces compétitions attribuent également aux athlètes des points cruciaux pour la qualification aux Jeux paralympiques de Los Angeles 2028.

QUALIFICATIONS AU MONDIAL-2026 Woltemade sauve l'Allemagne en Irlande du Nord

Grâce à un but de Nick Woltemade à la demi-heure de jeu, l'Allemagne l'a emporté sur la plus petite des marges en Irlande du Nord (0-1) lundi soir.

Dans la course à la qualification au Mondial 2026, la Mannschaft reste en tête de son groupe à égalité de points avec la Slovaquie, qui a dominé le Luxembourg (2-0) dans le même temps.

L'Allemagne, poussée dans ses retranchements, a ramené lundi de Belfast un succès aussi précieux qu'étriqué face à l'Irlande du Nord (0-1) en qualifications pour le Mondial 2026. L'équipe de Julian Nagelsmann s'est sortie du traquenard de Windsor Park grâce à un corner repris par Nick Woltemade (31e). Mais que ce fut dur pour elle en seconde période.

Au classement, et c'est l'essentiel pour elle, l'Allemagne domine le groupe A avec neuf points, le même total que la Slovaquie, son actuel dauphin qu'elle recevra en novembre à Leipzig en clôture du parcours qualificatif. Les supporters de la Nationalmannschaft vont probablement avoir des sueurs froides jusqu'au bout,



comme lundi à Belfast où les occasions adverses ont défilé jusqu'au coup de sifflet final. Avec leur bruyante Green and White Army, mais sans leur capitaine Conor Bradley, suspendu, les Nord-Irlandais ont mis une grosse pression sur la cage d'Oliver Baumann, notamment en seconde période. Le portier de Hoffenheim a repoussé une frappe de Shea Charles (59e) et dévié un autre tir d'Ethan Galbraith (60e), il a capté une frappe de Callum Marshall (88e) et vu un de ses coéquipiers dégager, de la tête, une ultime tentative adverse (90e+3). En début de match, il a aussi été sauvé par un hors-jeu sur un but de Dan Ballard (14e). De l'autre côté du terrain, l'Allemagne a peiné à se créer des occasions franches. Et quand Karim Adeyemi s'est présenté seul face au gardien adverse, l'ailier a trop ouvert son pied et échoué à cadrer (47e). Nagelsmann avait intégralement reconduit le quatuor d'attaque lancé trois jours plus tôt contre le Luxembourg (4-0), avec le trident Adeyemi-Wirtz-Gnabry au soutien de Woltemade. L'attaquant a fait parler sa

taille et sa puissance pour reprendre un corner de David Raum, du haut de l'épaule et malgré plusieurs adversaires devant lui (31e). Le premier but international du joueur de Newcastle (23 ans, 7 sélections) vaut de l'or pour une équipe d'Allemagne encore loin du Mondial. Elle reste néanmoins maître de son destin avant les derniers matches de novembre contre le Luxembourg puis la Slovaquie, la seule équipe à l'avoir battue dans cette campagne qualificative (2-0).

PRÉCIEUX SUCCÈS DE LA BELGIQUE AU PAYS DE GALLES

Grâce à sa victoire obtenue lundi soir au Pays de Galles (2-4), la Belgique, emmenée par Kevin De Bruyne auteur de deux penalties (18e et 76e), a pris la tête de son groupe devant la Macédoine du Nord, tenue en échec contre le Kazakhstan (1-1). La qualification pour la Coupe du monde 2026 se jouera au mois de novembre contre le Kazakhstan et le Liechtenstein pour les Diables Rouges.

ESPAGNE

Lionel Messi est poursuivi en justice !

Alors que Lionel Messi brille à Miami, la star argentine se retrouve rattrapée par la justice espagnole. Les autorités enquêtent sur sa luxueuse villa à Ibiza, soupçonnée d'avoir été partiellement construite en violation des règles d'urbanisme dans une zone naturelle protégée.

Alors que tout semble sourire à Lionel Messi sur le plan sportif avec l'Inter Miami, la star argentine fait face à une affaire judiciaire inattendue en dehors des terrains. Les autorités espagnoles ont ouvert une enquête à propos de sa luxueuse propriété située à Ibiza, évaluée à près de 11 millions d'euros. Cette résidence, nichée dans une zone naturelle protégée, serait en partie construite en violation des règles d'urbanisme locales. Selon les informations rapportées par les autorités, relayées par plusieurs médias dont A Bola, certaines pièces aménagées au sous-sol, notamment un garage et des dépendances, n'étaient pas prévues dans les plans d'origine. En conséquence, la municipalité a refusé de délivrer le certificat d'habitabilité officiel et a ouvert une procédure pour « infractions graves » au Code de l'urbanisme.

Face à cette situation, Lionel Messi pourrait être contraint de démolir les parties non autorisées de la propriété afin de régulariser sa situation. Dans le cas contraire,

une partie de la maison pourrait être purement et simplement détruite sur décision administrative. Des sources proches du joueur affirment cependant que les travaux illégaux auraient été réalisés par l'ancien propriétaire, avant l'achat du bien par Messi en 2022. Ni le joueur ni son avocat n'auraient été informés de ces irrégularités au moment de la transaction immobilière. Pour le moment, l'Argentine continue d'occuper la villa, les zones concernées n'étant pas essentielles à la vie quotidienne, mais la procédure administrative pourrait s'éterniser si les modifications demandées ne sont pas effectuées dans les délais imposés.

UNE SITUATION TENDUE

Cette affaire intervient dans

un climat déjà tendu à Ibiza, où les autorités locales renforcent depuis plusieurs années leur contrôle sur les constructions de luxe dans les zones naturelles protégées. La maison de Messi n'en est d'ailleurs pas à sa première controverse puisqu'en 2024, elle avait déjà été la cible d'actes de vandalisme de la part de militants écologistes. Ces derniers accusaient le footballeur de participer à la « privatisation » et à la dégradation du territoire insulaire, transformé en un symbole des excès immobiliers sur l'île. La nouvelle enquête relance donc le débat autour des célébrités et de leurs résidences de prestige, souvent perçues comme un affront aux efforts de protection de l'environnement menés par les autorités locales et les associa-

tions écologistes.

Sur le plan sportif, Lionel Messi continue pourtant d'éblouir le public américain. Avec l'Inter Miami, il semble revivre la magie de ses années dorées au FC Barcelone aux côtés de Luis Suárez et Jordi Alba. Le week-end dernier encore, il a inscrit un doublé et offert une passe décisive lors de la victoire (4-0) contre Atlanta United. Cependant, cette affaire judiciaire en Espagne vient assombrir quelque peu son image, rappelant que même les plus grands sportifs ne sont pas à l'abri des complications administratives et juridiques. Reste à savoir si Messi parviendra à régulariser la situation de sa propriété ou si ce nouveau dossier ternira durablement sa réputation hors des terrains.

JUVENTUS

Gleison Bremer sera opéré du genou gauche

La Juventus Turin, sociétaire de la Série (A) italienne de football, a annoncé lundi que son défenseur brésilien Gleison Bremer sera incessamment opéré du genou gauche, pour mettre un terme à une blessure récurrente, l'ayant éloigné des terrains pendant plusieurs mois l'an dernier. "Ce lundi matin, Gleison Bremer a consulté le docteur Bertrand Sonnerly-Cottet à Lyon. Il lui a signifié qu'il souffrait d'une lésion du ménisque médial du genou gauche, nécessitant une intervention dans les prochaines heures", a expliqué la Juve dans un communiqué. Le défenseur de 28 ans revient

cette saison d'une grave blessure à ce même genou gauche, qui l'a contraint à mettre fin à sa saison 2024-2025 dès le mois d'octobre. Selon la presse italienne, son absence pourrait durer cette fois un mois.

La Juventus est déjà privée d'un autre défenseur, le Colombien Juan Cabal, qui s'est blessé à la cuisse droite contre Villareal en Ligue des champions. Son absence pourrait durer un mois et demi. La Juventus Turin est 5e du Championnat d'Italie (12 points) avant d'affronter Côme dimanche. Elle reste sur cinq nuls consécutifs, toutes compétitions confondues.

LIVERPOOL

Jürgen Klopp pas inquiet pour Florian Wirtz

Transféré du Bayer Leverkusen à Liverpool cet été pour un montant pharaonique d'environ 130 millions d'euros, Florian Wirtz n'a pas encore montré toute l'étendue de son talent à Anfield. Le milieu offensif de 22 ans n'a ni marqué ni délivré de passe décisive depuis son arrivée en Premier League, mais sa situation n'inquiète pas outre mesure Jürgen Klopp, convaincu du talent générationnel de son compatriote allemand. L'ancien entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp, est venu défendre Wirtz en minimisant la portée des critiques à son égard. « Sa qualité est exceptionnelle, a confié l'ancien coach de Liverpool au média allemand Ntv. Les critiques sont un peu exagérées. Liverpool vient de perdre trois matchs de suite, ce qui est inhabituel. Mais c'est aussi normal dans la vie. Et c'est pour ça qu'on parle de ce genre de choses là-bas. Wirtz est un talent qu'on ne voit qu'une fois par siècle, et il finira par le montrer à nouveau à chaque match – comme il le faisait à Leverkusen. »

MERCATO HIVERNAL

Neymar vers la Serie A ?

Désireux de faire son retour avec le Brésil en vue de la Coupe du monde 2026, Neymar est prêt à revenir en Europe. Son entourage lui cherche une porte de sortie pour ce mercato hivernal. Après son expérience manquée du côté de l'Arabie saoudite, Neymar (33 ans) avait tenté le pari de revenir se faire une santé dans son club formateur en 2025. Une mission périlleuse pour la star brésilienne qui peine à retrouver pleinement sa forme depuis le début de saison, avec seulement 6 buts et 3 passes décisives en 23 rencontres, et traîne encore une blessure à la cuisse depuis le mois de septembre. Alors qu'il sera libre à compter du 31 décembre, la situation de l'attaquant brésilien pourrait rapidement évoluer puisqu'il pourra s'engager sans indemnité de transfert. Son entourage serait déjà à l'œuvre pour sonder le marché européen à l'approche de la fenêtre hivernale, avec en ligne de mire la Coupe du Monde. L'expatrié n'a plus porté le maillot de la Seleção depuis près de deux ans, mais Carlo Ancelotti a récemment ouvert la porte de l'équipe nationale : « quand il est en bonne forme, il a la qualité pour jouer non seulement pour l'équipe nationale, mais pour n'importe quelle équipe du monde ».

L'ENTOURAGE DE NEYMAR SE RAPPROCHE DE L'ITALIE

D'après Fabrizio Romano, son clan serait déjà à l'œuvre pour sonder le marché européen à l'approche de la fenêtre hivernale, avec l'objectif de réintégrer la Seleção rapidement. L'Inter Milan avait déjà été approché autour d'une offre lors du dernier mercato estival, mais la proposition a été déclinée en raison des coûts et des doutes sur la condition physique du joueur. Tout comme le Napoli, mais l'entourage de Neymar est prêt à revenir à la charge pour cet hiver.

En effet, la relation entre Pini Zahavi, l'agent du joueur, et les deux clubs italiens est très bonne, et d'après Sportmediaset l'idée de faire venir Neymar est toujours d'actualité. Pas forcément pour l'Inter Milan ou le Napoli, mais pour aussi d'autres équipes à la recherche d'un joueur offensif de son calibre. L'entourage du joueur travaille activement sur cette possibilité en prévision du mercato hivernal, afin d'attirer l'œil de Carlo Ancelotti pour l'emmener aux États-Unis.

INONDATIONS AU SOUDAN DU SUD

Près de 890.000 personnes affectées

Près de 890.000 personnes au Soudan du Sud ont été affectées par les inondations, soit plus du double du nombre recensé il y a trois semaines, a déclaré lundi un porte-parole de l'ONU.

Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général des Nations Unies, a indiqué lors d'un point de presse quotidien que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a signalé la poursuite des inondations dans tout le pays en raison de fortes pluies et de la montée du niveau des eaux du Nil. La grande majorité des personnes affectées se trouvent dans les Etats de Jonglei et d'Unity, et près d'un tiers d'entre elles ont été déplacées et cherchent refuge sur des terrains plus élevés, a-t-il indiqué. Les inondations ont causé des dégâts aux habitations, aux cultures, aux écoles, aux installations de santé, aux routes et à d'autres infrastructures essentielles, compliquant davantage l'accès humanitaire, selon lui. "Malgré ces défis, l'ONU et ses partenaires humanitaires continuent d'assurer une aide humanitaire qui sauve des vies, en fournissant des abris, de la nourriture et du soutien nutritionnel, une aide en espèces, ainsi que des services de santé, d'eau et d'hygiène", a ajouté M. Haq, précisant que des sacs de sable et d'autres matériels de lutte contre les inondations sont également distribués. Au 13 octobre, le plan de réponse aux besoins



humanitaires du Soudan du Sud en 2025, qui vise à mobiliser 1,7 milliard de dollars américains pour venir en aide à 5,4 millions de personnes, n'est financé qu'à hauteur de 30%, ce qui entrave la capacité à intensifier les interventions d'urgence, à déployer à l'avance des fournitures et à maintenir les opérations de manière prolongée, selon le porte-parole.

LE HCR A ALERTÉ

Septembre dernier, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué que les inondations au Soudan du Sud ont déjà touché 273 000 personnes en 2025, mettant en garde contre un phénomène qui pourrait affecter plus d'un million d'habitants dans les mois à venir. «

Le Soudan du Sud connaît une nouvelle fois de très graves inondations, malheureusement dans des régions du pays qui ont été frappées par de nouveaux combats au cours des six derniers mois », a indiqué Marie-Hélène Verney, représentante du HCR au Soudan du Sud, lors d'un point de presse de l'ONU à Genève. Selon elle, le nombre de personnes touchées a plus que triplé au mois d'août, avec environ 100 000 déplacés. « Si cette tendance se poursuit, nous pourrions dépasser le million de personnes affectées dans les prochains mois, dont 400 000 déplacées », a-t-elle souligné, précisant que les pluies cette année sont plus abondantes que l'an dernier.

R. I.

POUR PARVENIR A UNE PAIX DURABLE

Les A3+ du CSNU appellent à une solution politique en RD Congo

Le groupe A3+ au Conseil de sécurité (Algérie, Somalie, Sierra Leone et Guyana) a appelé, lundi à New York, à une solution politique pour parvenir à une paix durable en RD Congo, soulignant la nécessité d'un dialogue inclusif guidé par les principes d'appropriation nationale et de solutions africaines aux problèmes africains. "La voie vers une paix durable n'est pas la violence, mais une solution politique reposant sur le dialogue, l'appui à la paix dans la région et le respect du droit international", a indiqué au nom du groupe M. Michael Imran Kanu, représentant permanent de la Sierra Leone, lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation dans la région des Grands Lacs. Le diplomate a félicité les dirigeants de la région d'avoir organisé la deuxième réunion de haut niveau du mécanisme régional de surveillance de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région qui a entraîné l'adoption d'un plan d'action pour revitaliser cet accord. A ce titre, il a appelé le Conseil de sécurité et la communauté internationale dans son ensemble à "continuer à appuyer les initiatives régionales en alignant toutes les initiatives internationales de paix sur les efforts de l'Union africaine (UA) en faveur de la

paix. Les A3+ ont, en outre, appelé les gouvernements du Rwanda et de la RDC à "pleinement honorer leurs engagements et à respecter leurs obligations respectives au titre des diverses initiatives visant à parvenir à la paix dans l'est de la RDC et à la stabilisation dans la région des Grands Lacs". ils ont souscrit "aux vives préoccupations du secrétaire générale de l'ONU, Antonio Guterres, concernant le signalement de violations du droit international des droits de l'homme et humanitaire dans l'est de la RDC". "Le rapport du haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU et de sa mission d'établissement des faits dans les provinces du Nord et du sud

Kivu indique que toutes les parties au conflit ont commis de graves violations et atteintes aux droits humains qui peuvent représenter des crimes au titre du droit international humanitaire", a alerté M. Kanu. "Les A3+ condamnent sans ambages ces violations et soulignent que le scandale représenté par la violence sexuelle doit cesser et que les auteurs de ces crimes doivent être traduits en justice", a-t-il souligné. Par ailleurs, M. Kanu a appelé à "un accès humanitaire sans restriction" et exhorté à "la protection des civils face aux attaques des groupes armés, une mission essentielle dans tous les efforts visant à la paix à la stabilité dans la région". Pour

parvenir à une paix durable, les A3+ ont souligné la nécessité de "remédier aux facteurs clés de l'instabilité en RDC et dans la région des Grands Lacs, tels que l'exploitation des ressources naturelles, le sous-développement et l'absence actuelle d'une présence intégrale de l'état et la gouvernance dans les zones touchées". "Notre position repose fermement sur l'appui à un dialogue inclusif guidé par les principes d'appropriation nationale et de solutions africaines aux problèmes africains", a insisté M. Kanu qui a réaffirmé la ferme attachement des A3+ à l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC et tous les Etats de la région.

R. I.

TUNISIE

Le déficit commercial en hausse sur les neuf premiers mois de 2025

Le déficit commercial de la Tunisie a augmenté de plus de trois milliards de dinars au cours des neuf premiers mois de l'année, selon des données officielles publiées lundi par l'Institut national de la statistique. Selon ces données, le déficit commercial de la Tunisie a atteint près de 16,7 milliards de dinars (5,7 milliards de dollars) au cours des neuf premiers mois de l'année, contre près de 13,5 milliards de dinars (4,6 milliards de dollars) au cours de la même période l'an dernier. Ce déficit a entraîné une baisse du taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à

73,5%, contre 77,5% au cours de la même période l'année dernière. Les exportations tunisiennes ont atteint 46,4 milliards de dinars (15,8 milliards de dollars) à fin septembre écoulé, tandis que les importations du pays au cours de la même période ont atteint 63,1 milliards de dinars (21,5 milliards de dollars). Les mêmes données attribuent l'augmentation du déficit commercial principalement au déficit enregistré dans les secteurs de l'énergie, des matières premières et semi-manufacturées, des biens d'équipement et des biens de consommation.

R. I.

MAROC

« GenZ 212 » annonce de nouvelles manifestations à travers les villes samedi prochain

Le collectif de jeunes GenZ 212, qui réclame depuis fin septembre des réformes dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et dénonce la corruption au Maroc, a annoncé lundi l'organisation samedi de "sit-in pacifiques" dans la majorité des villes du pays. "Nous appelons toute la jeunesse marocaine ainsi que l'ensemble des citoyennes et citoyens à se mobiliser massivement pour soutenir ce mouvement jusqu'à la satisfaction de nos revendications", a déclaré dans un communiqué le mouvement. Depuis le 27 septembre, le collectif, fort de plus de 210.000 adhérents sur la plateforme Discord, a organisé presque chaque soir des rassemblements à travers le pays, réunissant des milliers de personnes dénonçant la corruption, la misère sociale et les priorités antisociales du gouvernement Akhannouch. Le mouvement GenZ 212 réclame notamment des services publics d'éducation et de santé décents, la lutte contre la corruption et que le gouvernement rende des comptes. "Comme priorité absolue", il exige la libération immédiate des "détenus d'opinion arrêtés pour leur participation pacifique". Aux premiers jours de cette mobilisation interdite, la police a procédé à des centaines d'interpellations. Environ 550 personnes font l'objet de poursuites, dont certains ont été maintenus en détention. Le mouvement de jeunes GenZ 212 a pris racine dans un élan de protestations né à la mi-septembre après le décès, à l'hôpital public d'Agadir (sud), de huit femmes enceintes admises pour des césariennes. Durant les premières manifestations de protestation, rappelle-t-on, les jeunes avaient notamment scandé "on veut des hôpitaux et non des stades" en référence à un agenda sportif qui aura coûté plusieurs milliards de dirhams alors que les hôpitaux du pays croulent sous des besoins multiformes pressants, dont des médecins, des structures sanitaires décentes et un personnel médical mieux formé.

R. I.

MADAGASCAR

La présidence annonce la dissolution de l'Assemblée nationale

La présidence malgache a annoncé hier dans un décret la dissolution de l'Assemblée nationale, chambre basse du Parlement bicaméral, en vue de "rétablir l'ordre" dans le pays secoué par des manifestations anti-gouvernementales. "Conformément aux dispositions de l'article 60 de la Constitution, l'Assemblée nationale est dissoute", indique un décret diffusé sur le site internet de la présidence. "Ce choix s'impose pour rétablir l'ordre au sein de notre nation et renforcer la démocratie", a justifié la présidence, peu avant un vote visant le chef de l'Etat "pour abandon de poste". Pourtant, la veille, le président malgache Andry Rajoelina, avait écarté toute démission, appelant à "respecter la Constitution" au moment où le pays est secoué par des troubles sur fond de manifestations anti-gouvernementales. Et dimanche dernier, le Président Rajoelina, avait déclaré qu'une tentative de prise du pouvoir "illégal et par la force", "contraire à la Constitution", était en cours dans le pays. D'après la Constitution, les élections législatives doivent se tenir "soixante jours au moins et quatre-vingt-dix jours au plus après le prononcé de la dissolution".

R. I.

FIN DES HOSTILITES ENTRE LA THAÏLANDE ET LE CAMBODGE

Donald Trump en garant de la paix

Les deux pays d'Asie du Sud-Est ont signé un cessez-le-feu cet été, après des combats ayant fait au moins 43 morts. Le conflit se cristallise sur la question du tracé de leur frontière commune.

Le président américain sera présent lors de la conclusion d'un accord de paix prévu entre la Thaïlande et le Cambodge lors de la réunion de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) en Malaisie fin octobre, a affirmé, hier le 14 octobre, le ministre malaisien des Affaires étrangères, Mohamad Hasan, lors d'une conférence de presse à Kuala Lumpur. Les deux voisins d'Asie du Sud-Est se sont affrontés durant cinq jours en juillet lors de combats menés par leurs troupes au sol, leur artillerie et aviation qui ont fait au moins 43 morts et provoqué l'évacuation de plus de 300 000 civils.

Le différend concerne le tracé de certaines parties de leur frontière. Les combats de juillet avaient été déclenchés par les affirmations de la Thaïlande selon lesquelles le Cam-



bodge avait posé des mines ayant blessé ses soldats. Les deux voisins ont conclu un accord de cessez-le-feu le 29 juillet, à la suite d'une intervention de Donald Trump, qui réclame le prix Nobel de la paix pour son rôle dans la résolution de huit conflits, dont celui-ci. Les deux parties s'accusent depuis de violations de la trêve. Le Premier ministre cambodgien Hun Manet avait annoncé en août soutenir la

candidature de Donald Trump pour le prix Nobel de la paix, louant sa "diplomatie visionnaire et innovante". Son homologue thaïlandais Anutin Charnvirakul a déclaré la semaine dernière avoir reçu une lettre de Donald Trump, dans laquelle le dirigeant américain exprimait son souhait de voir les deux voisins en conflit résoudre leurs tensions. La Thaïlande est prête à négocier avec le Cambodge, avait-il

indiqué à condition notamment qu'il retire ses armes lourdes des zones frontalières et démine ces territoires.

La frontière entre la Thaïlande et le Cambodge est fermée depuis juin 2025. Entre le 24 et le 28 juillet de la même année, les armées des deux pays se sont violemment affrontées à la frontière, marquant le paroxysme de la résurgence, depuis quelques mois, d'un conflit ancestral. **R. I.**

ITALIE

Trois carabinieri tués dans une explosion

Trois carabinieri italiens ont été tués et une dizaine de membres des forces de l'ordre blessés dans l'explosion d'une habitation mardi durant une procédure d'expulsion à Castel d'Azzano, dans le sud de Vérone (nord de l'Italie), selon les pompiers et le ministre de la Défense italien. L'explosion de cette ferme

aurait été déclenchée par ses trois occupants, une fratrie d'agriculteurs et éleveurs d'une soixantaine d'années en difficulté financière qui avaient déjà, lors d'une précédente tentative d'expulsion, menacé de faire sauter leur maison, a précisé l'agence de presse italienne Ansa. "En entrant dans la maison, nous avons été confrontés à un acte de folie absolue: une bouteille de gaz a été enflammée et l'explosion a touché directement nos agents", a déclaré le commandant des carabinieri de la province de Vérone, Claudio Papagno. "Nous essayons évidemment de rassembler toutes les preuves dont nous disposons, mais c'est précisément notre reconstitution : un acte intentionnel commis lors de l'entrée des militaires", a pré-

cié le commandant Claudio Papagno. Les deux frères, dont l'un avait pris la fuite après l'explosion, ainsi que leur soeur, ont été arrêtés, a relevé sur Facebook le président de la Vénétie, Luca Zaia. "D'après les premières investigations, il semble que la ferme ait fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion en raison de dettes contractées par les trois propriétaires", ajoute-t-il. Sur X, les pompiers ont précisé que trois carabinieri décédés avaient été extraits des décombres après l'explosion de cette ferme qui a provoqué son effondrement. Selon eux, douze agents des forces de l'ordre ont été blessés, ainsi qu'une femme, et sept pompiers ont par ailleurs été hospitalisés pour des contrôles. **R. I.**

BELGIQUE

Le trafic aérien perturbé avant une manifestation contre de nouvelles réformes

Le trafic aérien était fortement perturbé mardi en Belgique, avant une manifestation nationale qui s'annonce d'ampleur contre les réformes menées par la coalition au pouvoir. "Afin de pouvoir continuer à assurer la sécurité des passagers et du personnel, nous avons décidé, en concertation avec les compagnies aériennes, de ne pas opérer de vols passagers au départ ce 14 octobre", a annoncé sur son site l'aéroport Zaventem de Bruxelles, le plus grand du pays. Des vols à l'arrivée risquent également d'être annulés, par ricochet. L'aéroport a invoqué une grève au sein d'un de ses prestataires assurant des services de sûreté. L'aéroport de Charleroi, pour les mêmes raisons, "ne sera pas en mesure d'assurer les vols prévus au départ et à l'arrivée" ce mardi, a-t-il averti. Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient attendues dans les rues de Bruxelles mardi matin, à l'appel de l'intersyndicale, pour une manifestation nationale principalement axée contre les réformes économiques et sociales du gouvernement fédéral de coalition, dirigé par le conservateur flamand Bart De Wever. **R. I.**

ELLES CAUSENT PLUS DE 11 MILLIONS DE DECES PAR AN DANS LE MONDE

L'OMS met en garde contre la hausse des pathologies neurologiques

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a mis en garde contre l'augmentation des pathologies neurologiques à travers le monde, appelant à conjuguer les efforts en vue de parvenir à une réponse mondiale à même de les contrecarrer. "Les troubles neurologiques touchent plus de 40% de la population mondiale, soit plus de trois milliards de personnes, et provoquent plus de 11 millions de décès chaque année", affirme l'OMS. En 2021, les dix principaux troubles neurologiques contribuant à la mortalité et à l'invalidité comprenaient les accidents vasculaires cérébraux (AVC), les migraines, la maladie

d'Alzheimer, la méningite ou l'épilepsie idiopathique. Cependant, des obstacles structurels, financiers et sociaux entravent les progrès dans la lutte contre ces maladies, tandis que la stigmatisation et les préjugés largement répandus empêchent souvent certaines personnes de se faire soigner, a signalé l'agence onusienne. L'OMS "appelle à une action mondiale urgente, fondée sur des données probantes et coordonnée pour donner la priorité à la santé cérébrale et développer les soins neurologiques". Seuls 63 pays disposent aujourd'hui d'une politique nationale sur les troubles neurologiques, tandis que 34 déclarent

disposer d'un financement dédié. En 2022, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté un plan d'action contre l'épilepsie et les autres troubles neurologiques afin de réduire leur impact. Mais dans son premier aperçu de la réponse mondiale aux troubles neurologiques, l'OMS a indiqué que les pays à faible revenu comptaient plus de 80 fois moins de neurologues que les pays à revenu élevé. Selon l'organisation, le sous-financement chronique de la recherche, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, freine l'élaboration de politiques efficaces sur les troubles neurologiques. **R. I.**

GRECE

Nouvelle grève générale contre la journée de travail

De nombreux secteurs d'activités sont entrés en grève générale mardi en Grèce, deux semaines après un premier mouvement pour protester contre une réforme du gouvernement conservateur qui instaure la possibilité, sous certaines conditions, d'une journée de travail de 13 heures, selon des médias sur place. Métros, trams, trains de banlieue ne vont fonctionner qu'à certaines heures, tandis que des manifestations sont prévues dans les grandes villes du pays, à la veille du vote prévu au parlement de ce projet de loi controversé. "Le temps de travail n'est pas une marchandise, ce sont nos vies!", proclame une affiche dans le centre d'Athènes, sous le slogan: "Non aux 13 heures!". Les syndicats et l'opposition de gauche sont vent debout contre un projet "digne du Moyen-âge", comme l'ont scandé des syndicalistes lors d'une première grève générale le 1er octobre. Le projet de loi prévoit notamment que, moyennant rémunération supplémentaire, un employé puisse travailler jusqu'à 13 heures par jour pour un seul employeur. Cette disposition ne sera valable que "jusqu'à 37 jours par an" et sur la base du volontariat, a assuré le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Niki Kerameus. La Confédération des travailleurs grecs (GSEE) assure que beaucoup d'employés n'auront guère la possibilité de refuser de travailler 13 heures, "compte tenu du rapport de forces déséquilibré entre employeur et salarié, renforcé par la précarité qui prévaut sur le marché du travail", selon une lettre adressée à la ministre fin septembre. La durée légale du temps de travail quotidien en Grèce est actuellement de huit heures, avec la possibilité d'effectuer jusqu'à trois heures supplémentaires. **R. I.**

AFFAIRE DU FINANCEMENT LIBYEN

L'ex-président français Sarkozy incarcéré le 21 octobre à Paris

L'ex-président français, Nicolas Sarkozy sera incarcéré à compter du 21 octobre à la prison de la Santé à Paris, suite à sa convocation par le parquet national financier (PNF), ont rapporté des médias. L'ancien leader de la droite française deviendra le premier ex-chef d'Etat d'un pays de l'Union européenne (UE) à aller derrière les barreaux. Le 25 septembre, le tribunal correctionnel de Paris l'a déclaré coupable d'association de malfaiteurs dans l'affaire du financement illégal de sa campagne présidentielle victorieuse de 2007. Il l'a condamné à cinq ans de prison ferme. Bien qu'ayant fait appel du jugement, M. Sarkozy, 70 ans, va être incarcéré en raison du mandat de dépôt à effet différé "avec exécution provisoire" prononcé à son encontre. Une mesure que le tribunal a justifiée par l'"exceptionnelle gravité des faits", commis par un responsable politique aspirant alors à la fonction suprême de la République. M. Sarkozy est mêlé à plusieurs autres affaires. Il a notamment porté entre février et mai un bracelet électronique en raison de sa condamnation définitive à un an d'emprisonnement ferme dans l'affaire dite des "écoutes", pour laquelle il était accusé d'avoir corrompu un magistrat pour qu'il le renseigne sur des enquêtes judiciaires le concernant. **R. I.**

CRISE POLITIQUE ET MENACE DE CENSURE

En France, le nouveau gouvernement Lecornu en sursis

Le deuxième gouvernement de Sébastien Lecornu est entré en fonction lundi en France dans un contexte difficile, notamment en raison de la menace d'une motion de censure brandie par au moins deux partis politiques et l'urgence de déposer un projet de budget dans les temps afin d'éviter une situation de blocage.

Démissionnaire en début de semaine dernière, reconduit vendredi par le président Emmanuel Macron, Sébastien Lecornu est sous pression, car au moins deux partis d'opposition, LFI (La France Insoumise - gauche radicale) et le Rassemblement national (extrême-droite), se sont engagés à le faire tomber en soumettant une motion de censure. Une menace qui l'oblige à chercher un appui auprès du Parti socialiste, avec lequel il tente de s'accorder, notamment sur la réforme des retraites, un sujet très sensible et qui a déjà causé des remous en France. Un premier conseil des ministres devait se tenir hier et au cours duquel Sébastien Lecornu devrait présenter son projet de budget pour qu'il puisse être transmis dans la journée au Parlement et y être débattu dans les temps impartis. La Constitution française prévoit que le Parlement dispose de 70 jours pour l'examiner et l'adopter avant le 31 décembre. Dans l'après-midi de mardi, il devra présenter la politique générale de son gouvernement devant l'Assemblée nationale. Mais LFI et le RN entendent faire en sorte que ce nouveau gouvernement tombe le plus tôt possible. "Nous avons été élus pour appliquer ce que les électeurs nous ont demandé. Donc une majorité de l'Assemblée nationale votera la censure. Une motion a été déposée par notre groupe parlementaire ce matin", a indiqué lundi sur les réseaux sociaux, le chef de LFI Jean-Luc Mélenchon. Le gouvernement "va évidemment tomber", a-t-il prédit, estimant que les Socialistes sur lesquels compte Lecornu pour sauver son gouvernement allaient eux-mêmes voter la motion de censure. Si M. Lecornu devait à nouveau démissionner ou voir son gouvernement tomber, la perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale, réclamée notamment par l'extrême droite, pourrait se rapprocher.



Les propos tenus lundi par le Premier ministre français, lors de sa réunion avec les membres du nouveau gouvernement, illustrent parfaitement la fragilité de la situation politique en France. Il a, en effet, soutenu que le gouvernement qu'il dirige avait pour "seule mission" de dépasser la crise politique. Une crise qui "sidère une partie de nos concitoyens" et "une partie du monde", a-t-il dit. Sébastien Lecornu a présenté dimanche soir une équipe composée de 34 ministres avec de nouveaux visages, dont huit de la société civile et 26 issus de forces politiques, dont 11 du parti présidentiel Renaissance. Le nouvel exé-

cutif ne compte plus parmi ses membres, Bruno Retailleau, président du parti Les Républicains (LR), qui a occupé le poste de ministre de l'Intérieur au sein du gouvernement précédent et qui s'était illustré par ses positions particulièrement racistes, ses manœuvres anti migrants et les échecs successifs de sa gestion chaotique des affaires internes de la France en faveur d'une implication démesurée dans les affaires extérieures de ce pays. Six des membres du parti LR ont été immédiatement exclus de cette formation politique pour avoir accepté des postes au sein du gouvernement Lecornu II. R. I./APS

SON PLUS HAUT NIVEAU DE L'ANNÉE

En Allemagne, l'inflation monte à 2,4% en septembre

Le taux d'inflation allemand a encore augmenté en septembre pour atteindre 2,4%, soit son niveau le plus élevé depuis le début de l'année, selon des données officielles publiées mardi. "Après une période de recul de l'inflation depuis le début de l'année, une hausse du taux d'inflation a été enregistrée pour le deuxième mois consécutif", a déclaré Ruth Brand, présidente de l'Office fédéral des statistiques (Destatis). La croissance des prix à la consommation dans la plus grande économie européenne a stagné près de l'objectif des 2% pendant la majeure partie de l'année, se maintenant à 2% aux mois de juin et juillet avant de monter à

2,2% en août. La progression de septembre est principalement due à des prix plus élevés pour les services et à une légère baisse des coûts énergétiques. D'après Destatis, les prix de l'énergie ont reculé de 0,7% en glissement annuel, marquant le cinquième mois consécutif de lente diminution et une contribution moins importante à l'atténuation de l'inflation que les mois précédents. Les prix des services ont connu une hausse plus rapide que la moyenne depuis le début de l'année, grimant de 3,4% en septembre contre 3,1% les deux mois précédents. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les transports combinés de passagers, les infrastructures

sociales, les services de soins à domicile et les assurances. L'augmentation des salaires réels est un facteur clé de la hausse des prix des services et elle a aussi contribué aux pressions tarifaires dans le secteur alimentaire. Les données de Destatis montrent que les prix de l'alimentation ont progressé plus rapidement que l'inflation globale pendant la majeure partie de l'année avant de tomber à 2,1% en septembre. Malgré la nouvelle hausse de l'inflation, le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie a indiqué mardi dans un communiqué que l'inflation devrait rester légèrement au-dessus des 2% jusqu'à la fin de l'année. R. I.

TURQUIE

17 suspects arrêtés pour le financement d'activités de l'EI

La police turque a interpellé hier, 17 suspects dans le cadre d'une opération nationale visant les réseaux financiers du groupe militant Etat islamique (EI), ont déclaré les autorités locales. Le parquet principal d'Istanbul a précisé que l'enquête avait identifié 42 suspects impliqués dans le transfert total de 80 millions de livres turques (environ 1,9 million de dollars) pour financer les activités de l'EI. Parmi eux, 22 se trouvent actuellement à l'étranger, et des mandats d'arrêt ont été émis pour leur capture. Cette opération coordonnée, menée dans

six provinces avec Istanbul comme épicentre, a conduit à l'interpellation de 17 suspects, tandis que les recherches se poursuivent pour localiser et appréhender les fugitifs restants. La Turquie a classé l'EI comme organisation terroriste en 2013 et a depuis subi de multiples attentats perpétrés par le groupe. En réponse, les forces de sécurité turques ont intensifié les opérations antiterroristes au niveau national et à l'étranger pour démanteler les réseaux de l'EI et prévenir de futures menaces. R. I.

SOMMET MONDIAL DES FEMMES A BEIJING EN CHINE

Les défis modernes des femmes au menu

Le Sommet mondial des femmes qui se tient actuellement à Beijing contribue à relever les défis modernes auxquels sont confrontées les femmes des pays du Sud global, a déclaré une entrepreneure zimbabwéenne. "Dans les pays du Sud global, les jeunes femmes font face à des défis modernes tels que l'exclusion numérique et les chocs climatiques", a indiqué Munashe Shava, directrice générale de l'Association des jeunes agriculteurs du Zimbabwe pour le développement durable, dans un entretien avec Xinhua à Harare, la capitale zimbabwéenne. Pour promouvoir les droits et la participation économique des femmes, il est essentiel de se concentrer sur l'autonomisation des jeunes femmes, en particulier dans le secteur de l'agroalimentaire, a-t-elle souligné, relevant "l'accès limité à l'irrigation et à la mécanisation" pour les femmes du Sud global. Par ailleurs, des mesures devraient être prises pour réduire les écarts en matière d'éducation et de compétences qui désavantagent les femmes du Sud global, a-t-elle ajouté. De plus, "les agricultrices sont en première ligne face à l'insécurité alimentaire et aux chocs climatiques, mais elles sont rarement incluses dans les politiques et le financement de l'action climatique", a fait remarquer Mme Shava, appelant à des efforts mondiaux pour renforcer la résilience des femmes aux chocs climatiques, notamment par des politiques commerciales inclusives. Mme Shava a également noté que la fracture numérique était devenue un frein majeur aux efforts d'autonomisation des femmes dans les pays du Sud global, et que combler ce fossé était crucial pour promouvoir le développement durable. Elle s'est dite convaincue que le Sommet mondial des femmes contribuerait à améliorer l'accès à internet à un coût abordable et la formation aux compétences numériques pour les femmes. Le Sommet mondial des femmes 2025 a ouvert ses portes lundi à Beijing pour une durée de deux jours. R. I.

SELON LE PORTE-PAROLE DU KREMLIN :

« La Russie poursuit son opération militaire faute d'alternatives »

La Russie poursuit son opération militaire spéciale en Ukraine faute d'options, mais reste prête à résoudre le conflit par des moyens pacifiques, a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, cité par l'agence TASS, lors d'un point presse. « La Russie est prête à un règlement pacifique. Faute d'alternatives, elle poursuit actuellement son opération militaire spéciale », a-t-il souligné, commentant les propos du président français Emmanuel Macron, qui avait dénoncé l'« entêtement militaire » de Moscou et menacé la Russie de payer le prix fort si elle ne « retournait pas à la table des négociations ». « D'une manière ou d'une autre, la Russie préservera ses intérêts et atteindra ses objectifs », a souligné Peskov. La Russie a souligné à plusieurs reprises sa préférence pour une résolution du conflit ukrainien par des moyens politiques et diplomatiques pacifiques, garantissant une sécurité égale et indivisible à tous les pays d'Europe. Cependant, le régime de Kiev, activement soutenu par l'Occident, continue de trouver des prétextes pour rejeter un règlement équitable. R. I.

PUB

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية البويرة
دائرة أمشدة
بلدية أمشدة

إعلان

(طلب تسليم شهادة الحياة العقارية التعديلية)

ينسهي رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية أمشدة علم كافة المواطنين انه طبقا للرسوم رقم: 91/254 المؤرخ في: 27/07/1991 فإن السيدة: مشو ليندة المولودة بتاريخ 28/02/1979 بشدة ابنة حسين و مشو سعديّة، قد قدمت عريضة لبلدية أمشدة لتسليم شهادة الحياة العقارية و هذا للعقار التالي:
- قطعة أرض صالحة للفلاحة و للبناء تقع بالمكان المسمى: إروفا - قرية اث - يخلف - بلدية أمشدة - دائرة أمشدة مساحتها الإجمالية: 201.00م² و المبنية حدودها كالتالي:

حدودها كالتالي:

- الشمال: غابة
- الجنوب: طريق غير معبد
- الشرق: ملكية و بناية عزوز رشيد
- الغرب: ملكية عزوز رشيد

فعلى كل شخص له اعتراض على تحرير هذه الشهادة ان يقدم طعنه الى البلدية في اجل لا يتعد الشهرين ابتداء من تاريخ نشر هذا الإعلان في مقر البلدية و في الجريدة امشدة في:

LES DRIVE-IN

Un symbole du cinéma américain en sursis

Installés derrière le volant de leur voiture ou à l'arrière de leur pick-up, un cornet de pop-corn à portée de main, les spectateurs du Family Drive-In regardent l'immense écran prendre vie sous le ciel étoilé de Virginie, dans l'est des Etats-Unis.

En cette soirée automnale, la projection a un goût particulier: elle pourrait être l'une des dernières dans ce cinéma en plein air réservé aux voitures, l'un des rares encore en activité dans la région de Washington, près de 70 ans après ses débuts. "C'est très triste", déplore Michelle Hutson, 52 ans, qui fréquente le drive-in depuis sa plus tendre enfance et y emmène désormais sa petite-fille. "Je m'apprete à devenir grand-mère pour la seconde fois et ça me fend le coeur de penser que cet enfant pourrait ne pas connaître cette expérience". Les propriétaires du terrain du Family Drive-In ont décidé il y a quelques mois de le mettre en vente. Le prix? 1,5 million de dollars, explique le patron du cinéma Andrew Thomas. "Cela ferait plus que tripler notre loyer mensuel si on l'achetait aujourd'hui, avec le remboursement de l'emprunt. Ce n'est tout simplement pas faisable". Pour tenter de sauver le cinéma, il a lancé début septembre une campagne de financement participatif qui a pour l'instant permis de récolter environ 30.000 dollars. "C'est bouleversant, dans le bon sens du terme, de voir à quel point les gens tiennent à ce lieu. Même en période d'incertitude économique, cela montre que, pour eux, c'est quelque chose qui vaut la peine d'être sauvé", commente M. Thomas, pour qui il s'agit de "préservé un morceau d'histoire".

FRÉQUENTATION EN BAISSÉ

Vestiges du siècle dernier, les drive-in ne sont plus qu'environ 300 aux Etats-Unis, "contre plus de 4.000 à leur apogée à la fin des années 1950", raconte l'historien du



Ph. DR

cinéma Gary Rhodes. Leur déclin s'explique notamment, selon lui, par la démocratisation de la télévision et par le développement urbain, qui a fait augmenter la valeur des terrains. Aujourd'hui, après un regain d'intérêt "temporaire" pendant la pandémie du Covid-19, "la fréquentation continue de baisser" et l'horizon semble s'être de nouveau assombri, constate M. Rhodes. "Je pense que la majorité des drive-in qui sont encore là le sont grâce à la volonté de leurs dirigeants: s'ils existent encore, c'est par amour du métier", juge D. Vogel, copropriétaire d'un drive-in de la côte est et vice-président de l'association des exploitants. "Malheureusement, nous arrivons à un point où beaucoup veulent prendre leur retraite", regrette-t-il, craignant que "la route ne soit très difficile désormais", en raison notamment de la concurrence des plateformes de streaming. Pour assurer la préservation des drive-in, son association a développé un site web pour mettre en relation des propriétaires qui souhaitent céder leur éta-

blissement avec des acheteurs potentiels. "Nous avons été inspirés par de nouveaux propriétaires qui ont décidé de relever le défi. C'est ce qui nous donne foi dans le fait que cette activité peut avoir un avenir", se réjouit M. Vogel, saluant aussi la mobilisation des passionnés qui "contribuent à promouvoir la fréquentation des drive-in". Mike White et Melissa Sims font partie de ces nouveaux exploitants. Le couple a investi un demi-million de dollars pour lancer un nouveau drive-in en Louisiane, dans le sud du pays, qui devrait ouvrir à l'automne. Un pari audacieux auquel ils continuent de croire dur comme fer, malgré les difficultés qui les ont poussés à reporter plusieurs fois l'inauguration. "Nous avons interrogé beaucoup de gens avant de nous lancer, et 99% nous ont dit qu'ils seraient ravis de venir", affirme Mike White. Pour sa compagne, "les drive-in représentent une période où ma famille était réunie et faisait des choses ensemble". "C'est cela que nous voulons ramener dans cette communauté."

VOLÉE IL Y A 50 ANS Une antiquité est rendue à la Grèce par une Allemande

Dérobé sur le site d'Olympie, l'objet en calcaire a été restitué par l'intermédiaire de l'Université de Münster. Une Allemande qui avait volé le sommet d'une colonne sur un site d'Olympie il y a plus de cinquante ans a rendu l'objet à la Grèce, par l'intermédiaire d'une université allemande, a indiqué samedi le ministère grec de la culture. L'objet en calcaire, mesurant 24 cm de haut sur 33,5 cm de large, a été dérobé sur le site de Léonidaion, une maison d'hôte datant du IVe siècle avant notre ère.

C'est le troisième objet rendu en quelques années à la Grèce par l'Université allemande de Münster, qui a procédé à la remise vendredi.

« Motivée par la remise récente d'antiquités importantes de l'Université de Münster à leur pays d'origine, elle a décidé de la remettre à l'université, qui s'est chargée de la rendre à la Grèce et à l'ancienne Olympie », a déclaré le ministère, en saluant la « sensibilité et le courage » de la personne responsable de ce vol.

En 2019, l'université avait rendu une coupe à vin ayant appartenu à un champion des premiers Jeux olympiques modernes d'Athènes en 1896. En 2024, c'était au tour d'une tête masculine en marbre d'époque romaine provenant d'un cimetière de Thessalonique. La remise du morceau de colonne « prouve que la culture et l'histoire ne connaissent pas de frontières mais nécessitent la coopération, la responsabilité et le respect mutuel », a déclaré Giorgios Didaskalou, un responsable du ministère de la Culture. Le conservateur du musée d'archéologie de l'Université de Münster, Torben Schreiber, a estimé qu'« il n'est jamais trop tard pour faire ce qui est juste, moral, et équitable ». Athènes essaie depuis de longues années d'obtenir le rapatriement d'antiquités sur son territoire sans avoir à engager des procédures judiciaires. Son objectif principal reste le retour de la frise du Parthénon qui est détenue par le British Museum depuis le XIXe siècle.

BOX-OFFICE AMÉRICAIN

Tron Ares, troisième volet de la saga de Disney, déçoit

Le film sorti mercredi en salle avec Jared Leto a enregistré 33,5 millions de dollars pour son premier week-end.

Tron Ares est un flop? Il semblerait que le dernier film de Disney, Tron Ares, sorti mercredi en salle, ne rencontre pas le succès attendu au box-office. Bien que le blockbuster de science-fiction ait quand même réuni plus de 33 millions de dollars de recettes dans 4000 salles nord-américaines, selon le média Premiere, Tron Ares est en tête du classement... mais bien loin d'un vrai succès.

Réalisé par Joachim Rønning, connu pour avoir réalisé le cinquième film Pirates des Caraïbes et la suite de Maléfique, Tron Ares démarre en dessous des prévisions et fait moins que Tron: L'Héritage (2010), sorti il y a 15 ans, qui avait fait 44 millions de dollars pour son premier week-end en 2010. Dans ce nouvel opus, un programme d'intelligence artificielle parvient à s'introduire dans le monde réel,

bouleversant l'équilibre entre les deux mondes. Malgré une distribution prometteuse portée par Jared Leto et Greta Lee, ce nouvel opus donne l'impression que la saga Tron aurait dû s'arrêter là?

LA COMÉDIE ROOFMAN EN 2E POSITION

En deuxième position, on retrouve la comédie de Derek Cianfran-

ce, Roofman, avec Channing Tatum et Kirsten Dunst, comptant 8 millions de dollars. Le film raconte l'histoire d'un braqueur Jeffrey Manchester, recherché par la police, qui décide de se réfugier dans un magasin de jouer, Toys «R» Us et d'adopter l'identité d'un employé pendant six mois. Une bataille après l'autre, de Paul Thomas Ander-

son poursuit son périple à la troisième place, avec 6.675.000 dollars supplémentaires, comptant au total 54,5 millions de dollars.

Le reste du top 10 avec les recettes du week-end :

4. Gatsby et la maison magnifique - Le film (3,3 millions de dollars)
5. Soul on Fire (3 millions de dol-

lars)
6. Conjuring : l'heure du jugement (2,9 millions de dollars)
7. Demon Slayer : La forteresse infinie (2,5 millions de dollars)
8. Smashing Machine, avec « The Rock » (1,7 million de dollars)
9. Les intrus - Chapitre 2 (1,5 million de dollars)
10. Good Boy (1,3 million de dollars)

BEJAÏA

La pièce théâtrale "Le Fil rouge" subjugue le public

La pièce théâtrale "Le Fil rouge", interprétée par Elisa Biagi, une comédienne italienne d'origine algérienne, a subjugué le public venu nombreux à la Maison de la culture "Taous Amrouche" pour assister au spectacle dans le cadre de la 14e édition du festival international de théâtre de Bejaïa. La salle "Mourad Zidiri" de la Maison de la culture qui a accueilli, dimanche soir, la pièce produite par la "compagnie libre courants", s'est avérée trop exigüe pour accueillir le public venu découvrir cette œuvre racontant le sacrifice et la bra-

voure des femmes algériennes pendant la Guerre de libération nationale. La comédienne qui interprète le personnage de "Nna Nouara", sa propre grand-mère, épouse d'un membre de l'Armée de libération nationale (ALN), a donné une interprétation de son rôle empreinte d'une grande maîtrise émotionnelle et gestuelle. Le public s'est laissé emporter dès le début de ce monodrame qui retrace, à travers le personnage de "Nna Nouara", le long parcours de la femme algérienne ayant subi les affres du colonialisme français pendant des années,

mais qui l'a aussi courageusement combattu. Pour Elisa Biagi, qui a exprimé sa fierté d'être d'origine algérienne, ce travail artistique, constitue un "rappel" de la grande histoire de toutes les femmes qui se sont sacrifiées pour l'indépendance de l'Algérie. Par ailleurs, le programme des représentations nationales, prévu à la Maison de la culture dans le cadre de ce festival, promet de beaux spectacles durant toute la semaine, à l'instar de "Ghedwa Ya Men àach", "Problème Mohand-Ami", "S.D.F.", et "Hebali-ma folie".

Recette du jour



Daurade au four

Ingrédients (pour 6 à 8 personnes):

Pour le plat :

- 1 kilo de poisson entier type dorade, saumon ou truite
- 1 c à c de sel
- 1 c à c de cumin
- 1 c à c de piment doux (paprikas)
- 1 oignon
- 1 citron
- 2 feuilles de laurier
- 3 tomates

Pour la sauce :

- 3 gousses d'ail
- 1 c à s de coriandre en graines
- 1/2 cuillère à café de sel
- 100 g d'oignon
- 1/2 botte de coriandre verte

- 65 g de tahiné (purée de sésame)
- 1 citron ou environ 50 ml de jus de citron
- 1/2 verre d'huile végétale (tournesol ou olive)
- 10 g de pignons de pin
- 25 g de noix hachée
- 1/2 à 1 c à c de piment de Cayenne en poudre (selon le goût)
- 1 pincée de poivre

Préparation:

1. Lavez le poisson, frottez les deux côtés avec une cuillère à café de sel, piment doux et de cumin. Dans un grand plateau allant au four, ajoutez l'oignon, les tomates et le citron coupés en rondelles

et mettez le poisson et le laurier. Ajoutez 1 verre d'eau. Arrosez le tout d'un filet d'huile d'olive. 2. Préchauffez le four à 180°C. Mettez le plateau au four et laissez cuire 20 minutes ou 25 minutes suivant le type et l'épaisseur du poisson.

3. Avec un pilon, écrasez l'ail, le sel et les graines de coriandre, jusqu'à ce que la coriandre devienne poudre. Mettez de côté.

4. Émincez un oignon, hachez finement la coriandre verte et laissez de côté.

5. Dans un grand bol, versez le tahiné, le jus de citron et 100 ml d'eau. Mélangez bien

jusqu'à obtenir un liquide homogène, puis réservez.

6. Dans une casserole, versez l'huile végétale, chauffez à feu moyen. Faites dorer les pignons de pin, égouttez-les. Réservez.

7. Dans la même casserole et l'huile restante, faites dorer l'oignon émincé. Ajoutez la coriandre verte, le mélange ail-coriandre en graines ainsi que la noix hachée et le poivre. Laissez mijoter encore 10 minutes. Enfin, ajoutez le tahiné, citron et eau. Laissez cuire environ 10 minutes. 8. Ajoutez le piment, mélangez et retirez du feu. Laissez cette sauce de côté pour le dressage.

Gâteau du Jour

GÉNÉREUX COOKIES FAÇON CÉDRIC GROLET

INGRÉDIENTS

- 100 g de beurre mou
- 150 g de sucre roux cassonade
- 185 g de farine
- Une pincée de sel
- 1 oeuf entier
- 1/2 cuillère à café de levure chimique
- 1/2 cuillère à café de bicarbonate de soude
- 1 cuillère à café d'extrait de vanille
- Du praliné noisettes (quantité généreuse)
- Des noisettes caramélisées
- De la pâte à tartiner chocolat-noisettes
- Des copeaux de caramel cuit : Un simple caramel maison que vous cuisez, puis cassez en morceaux une fois refroidi. Croquant, sucré, et totalement addictif.

Préparation:

Préparez la pâte : Dans un grand bol, mélangez le beurre mou avec le sucre roux jusqu'à obtenir une consistance crémeuse. Ajoutez l'oeuf et l'extrait de vanille, puis incorporez progressivement la farine, la levure chimique, le bicarbonate de soude et une pincée de sel. Ne soyez pas timide avec la pâte !

Utilisez une cuillère à glace pour prélever des boules de pâte et disposez-les sur une plaque recouverte de papier sulfurisé. Assurez-vous de bien espacer les boules, car elles vont s'étaler à la cuisson.

Cuisson initiale : Enfournez à 180°C pendant environ 10 à 12 minutes. Ils doivent être dorés sur les bords, tout en restant légèrement



moelleux au centre.

À la sortie du four, utilisez un cercle à tartelettes pour reformer les cookies en leur donnant une belle forme ronde.

Garnissez les biscuits : Prenez une poche à douille remplie de praliné noisettes et piquez chaque cookie, en pressant légèrement pour que le praliné déborde. Répétez l'opération avec de la pâte à tartiner chocolat-noisettes, en l'ajoutant à deux endroits sur chaque cookie pour un effet encore plus gourmand.

Préparez les noisettes caramélisées : Faites revenir des noisettes dans du sucre jusqu'à ce qu'elles soient bien dorées et croustillantes. Une fois prêtes, parsemez-les généreusement sur les biscuits.

Ajoutez le caramel : Enfin, cassez le caramel cuit et déposez-en par petites touches sur les cookies généreux pour une touche finale irrésistible.

Laissez refroidir avant de déguster, laissez les cookies aux noisettes caramélisées refroidir pour que toutes les saveurs se mélangent harmonieusement. Bonne dégustation !



Conseil du jour

Les diabétiques devraient inclure quatre noix principales pour contrôler la glycémie :

les amandes, les noix de Grenoble, les noix de cajou et les pistaches. Elles sont riches en fibres, en « bons gras » et en nutriments qui aident à stabiliser la glycémie en ralentissant l'absorption du sucre dans le sang.

Le saviez-vous ?



Les poires sont excellentes pour les femmes enceintes, elles contiennent de l'acide folique qui réduit le risque de malformations congénitales.

Bon à savoir !

La grenade possède de nombreux bienfaits pour la santé :

1. Prévenir le cancer.
2. Prévenir l'Alzheimer.
3. Prévenir les maladies cardiovasculaires.
4. Renforcer le système immunitaire.
5. Réduire la tension artérielle.
6. Maintenir la santé de la peau.

Astuce du jour:

Pour aider un enfant à réviser

Cartes mentales et schémas : Utilisez des schémas, des cartes mentales ou des diagrammes pour structurer l'information et la rendre plus visuelle.

Code couleur : Demandez à l'enfant d'utiliser des couleurs pour hiérarchiser l'information afin de rendre les fiches plus agréables et faciles à mémoriser.

Prise de notes structurée : Apprenez-lui à faire des fiches synthétiques en utilisant des mots-clés, des abréviations et des espaces pour ajouter des précisions.

Jeux de mémoire : Intégrez des jeux comme le Memory, le Lynx ou Simon pour stimuler la mémoire de manière ludique.

CITATION DU JOUR

« Dans la peine ne demandez pas conseil à celui qui est heureux. »

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 15 OCTOBRE 2025 - PRIX : QUODWA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
QUARTÉ - QUINTÉ

Hadid d'Hem visera sa deuxième victoire

Ils seront 12 coursiers de race arabe 3 ans et plus à se ranger sous les ordres du starter ce jour à l'hippodrome d'El Eulma dans le prix Quodwa, qui servira de support PMU des deux paris quarté et quinté, une épreuve à caractère réservée aux chevaux de classe moyenne, et ce, surprise et difficile à décortiquer, car en parcourant la liste des chevaux en lice à part le vieux routier de 11 années, Fakhr Ezamen qui ne possède aucun gain dans son compte, les autres concurrents ont déjà remporté des gains. Nous vous rappelons que cette épreuve est réservée aux chevaux n'ayant pas totalisé la somme de 231 000 DA en gains et places depuis le 1er avril 2025, donc ce pari nous donne du fil à retordre pour trouver les cinq meilleurs chevaux et l'arrivée risque d'être royale, car ils possèdent tous de belles performances et arguments pour venir terminer parmi les lauréats de cette course, dont l'égalité de ses acteurs dans leurs performances est le premier critère de la difficulté et nous rajoutons la distance du parcours proposée par la direction d'organisation qui est courte, encore un 1200 mètres, pour des coursiers rapides et vifs et plus encore la majorité des spécialistes des parcours de vitesse. Pour notre part, le jeune mâle de 5 ans Hadid d'Hem est le premier favori mais les quatre places du podium ne sont pas pour autant dessinées vu que l'ensemble des acteurs présents se sont déjà illustrés dans des conditions similaires à celles du jour et à la fin nous vous conseillons de voir du côté de certaines maisons qui possèdent les meilleurs galopeurs de ce pari quarté et quinté.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. HADID D'HEM. Ce jeune mâle gris de 5 ans, toujours dans l'argent, est le premier favori, aisément sa place est dans la plus haute marche du podium.

2. DHATAN. Depuis qu'il a changé de maison, ce mâle azezan de 5 ans a démontré ses réelles forces physiques, donc ne fera pas le déplacement du

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
R. SELLAOUI	1	HADID D'HEM	AB. AIDA	57	2	C. AIDA
A. HAMIANE	2	DHATAN (0)	T. ALI OUAR	57	11	PROPRIÉTAIRE
S. ALLIA	3	STAR OF ALGERIA	T.LAZREG	56	5	PROPRIÉTAIRE
A. HAMIANE	4	GHATTAS	S. BENYETTOU	56	10	PROPRIÉTAIRE
MED. DERBALI	5	GHAZALET ESAHRA	A. KOUAOUCCI	55	3	PROPRIÉTAIRE
ML. ZAABOUB	6	SAIDA DE QUEZAC	B. BERRAH	54	8	PROPRIÉTAIRE
S.MANSOURI	7	GHOUBA	AP : S. ATTALLAH	54	9	S. ATTALLAH
M. SELLAMI	8	NOUR ECHAMS	O. CHEBBAH	54	12	O. CHEBBAH
A. HANNACHI	9	FAKHR EZAMEN	A. HEBRI	54	1	PROPRIÉTAIRE
L. ZAABOUB	10	KAISARA	AB. ATTALLAH	53	6	PROPRIÉTAIRE
S. BOUREGHDA	11	IMEN LAKRAD	CH. ATTALLAH	53	4	MR. DJEBBAR
N. BOUCHELACHEM	12	NADJARRER	AP : Y. CHELLAL	51,5	7	MED HAMIDI

Caroubier pour rien.

3. STAR OF ALGERIA. Ce magnifique mâle gris vient de sortir victorieux lors de sa dernière sortie du 15 septembre et sur la même distance du jour et dans le même hippodrome, donc une place lui est réservée à l'arrivée.

4. GHATTAS. Très chuchoté par son entourage à de bons essais à son actif et l'efficace entraîneur S. Hamiane n'engage jamais ses coursiers pour jouer les seconds rôles et je crois qu'il ne fera pas le déplacement du Caroubier pour rien.

5. GHAZALET ESAHRA. Il faudra la surveiller de près, car elle a déjà réalisé de bons résultats dans la distance du jour. Méfiance.

6. SAIDA DE QUEZAC. Victorieuse lors de son dernier essai, avec un lot de chevaux modeste, mais cette fois sa tâche sera difficile parmi ce lot plus robuste.

7. GHOUBA. Elle vient de subir 2 échecs consécutifs en terminant dans les abysses du classement.

8. NOUR ECHAMS. Cette ancienne classique n'arrive plus à retrouver son percutant avec le poids des ans, sauf que cette fois est reconduite par le talentueux O. Chebbah. Attention.

9. FAKHR EZAMEN. Rien de probant à son actif.

10. KAISARA. Elle possède à son actif quelques bons essais, qui peuvent l'aider à décrocher de l'argent..

11. IMEN LAKRAD. Restant sur une belle victoire, sur un parcours de vitesse est pilotée cette fois par un jockey de métier logiquement une place lui est réservée..

12. NADJARRER. Au-dessous du lot.

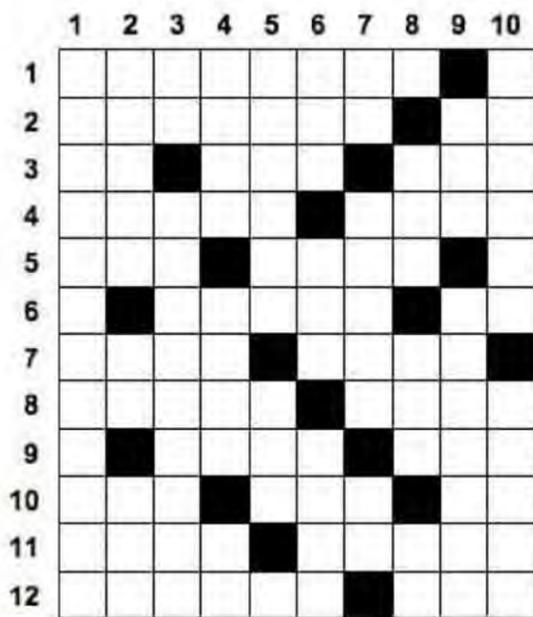
DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

1. HADID D'HEM - 3. STAR OF ALGERIA - 4. GHATTAS
- 2. DHATAN - 10. KAISARA

LES CHANCES

11. IMEN LAKRAD - 8. NOUR ECHAMS

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Qui croît dans les décombres - 2 - Plantation - Élevé phonétiquement - 3 - À payer - Argile - Un étranger - 4 - Bouts de bois - Gaz rare - 5 - Place - Projectile - 6 - Lave - De biais - 7 - Rejetée - Mis au courant - 8 - Carnation - Aigres - 9 - Nabot - Bêtisier - 10 - Apport - Regroupa toutes les paires - Préposition - 11 - Forme d'être - Plates - 12 - Plante oléagineuse - Risqué.

VERTICALEMENT

1 - Fanfaronnades - 2 - Érosion - Fin de participe - Extrait - 3 - Cube - Embrassades - 4 - Anneau de cordage - Victoire de Napoléon - Possessif - 5 - Sagesse - Pièce de soutien - 6 - Condiment - Banque - Attache - 7 - Article - Foules - Indique le lieu - 8 - Sur une rose - Regimba - On l'envoya paître - 9 - Déesse marine - Menées en bateau - 10 - Querelles - Passe au crible.

Mots fléchés

Sacrifiées	Attraites	Aigu	Tueurs	Office religieux
Irréprochable	Défi	Curie		
Habitude			Astate	Étendre
Préjudice		Clair-semés		
Unit		Sans chef		
Laize		Attroupe		
	Tantale	Grugés	Note	Squelettes
Eculée			En ville	Divinité
Arsenic				Embêter
	Fabriquer			
Conjonction	Orifice		Mesure	
	Roue		Grecque	
	Stère		Suit le docteur	Titane
Indique le lieu	Nickel	Opiniâtre	Points opposés	
Poisson		Costumes indiens		

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Personne qui, à la chasse, dirige les chiens courants (6 lettres)

T	N	R	U	P	M	I	R	F	E	C	T	N	E	E	E	E	P
I	I	V	E	N	T	U	O	I	O	N	O	L	M	S	V	R	T
A	M	O	R	N	E	N	R	U	E	U	L	S	L	I	E	S	E
R	S	A	U	T	T	T	R	M	V	E	I	A	T	P	V	A	M
T	A	V	A	A	A	T	U	E	I	R	V	C	A	E	E	L	R
E	J	M	I	I	I	N	A	T	A	E	N	R	S	R	R	E	U
R	R	N	R	E	O	U	R	T	T	I	A	T	E	I	E	R	O
A	E	E	R	M	T	A	C	I	T	T	I	I	T	H	E	A	G
E	G	R	I	E	P	E	R	S	I	B	P	U	P	I	P	R	S
N	T	E	E	S	S	O	N	O	U	U	E	O	B	T	E	U	E
O	T	I	R	N	I	I	N	L	O	L	R	R	I	L	R	N	T
I	A	R	V	R	I	L	E	R	L	T	U	E	L	M	A	L	E
T	C	E	P	I	A	R	T	E	I	O	U	I	E	N	I	E	R
A	I	N	U	R	T	Z	E	M	B	D	E	N	Q	U	A	I	C
M	L	A	I	N	E	C	I	T	E	S	A	T	E	I	U	Q	S
R	E	R	U	S	E	L	A	B	N	G	E	I	A	M	R	O	I
O	D	D	G	R	A	I	N	O	E	E	E	T	I	A	R	T	D
F	H	I	A	T	U	S	C	N	O	I	T	P	U	R	R	O	C

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ACTIVITE - APTITUDE - ARMATEUR - BIZARRE - BOURBIER - CONSEILLER - CORRUPTION - COURTIER - DELICAT - DISCRETE - ENTERINER - FONTAINE - FORMATION - GERIATRIE - GOURMET - GRAIN - HIATUS - IMPUR - INSTINCTIVE - JASMIN - LAINE - LIMITROPHE - LISIERE - MALE - MONUMENT - MORNE - NOUVEAUTE - ORMAIE - PARTIELLE - PREPARATION - PRIORITE - QUAI - QUIET - REINE - RENARD - RETRAIT - RITUELLE - RUSE - SALE - SAUT - SECTARISME - SURMENAGE - TRAITE - TROUPIER - VALSE - VENT - VESTIBULE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Promu - Lire - 2. Rate - Oints - 3. Événements - Ca - 4. Se - EE - Pô - 5. B.N.A - Naines - 6. Yachting - 7. Tl - AAR - Roi - 8. Eat - Têtues - 9. Ici - Ne - 10. Estropié - 11. Serins - Pi - 12. Sensitive.

VERTICALEMENT :

1. Presbytères - 2. Ravenala - Ses - 3. Ôte - Ac - Titre - 4. Mène - Ha ! - Crin - 5. Tentations - 6. Os - Aire - Psi - 7. Li - Pin - Toi - 8. Incongru - Épi - 9. R.T.A - O.E.N - IV - 10. Es - Assises.

MOTS FLÉCHES

HORIZONTALEMENT :

Privilèges - Étalera - Star - Mômes - Élevés - Anis - Niais - Te - Écoute - Pi - Éventer - Enta - Sr - Tué - Se - Ère - Stress - Ue - Résisteras.

VERTICALEMENT :

Prétentieuse - Italie - Nets - Averages - Et - Ri - IL - Évasés - Clémence - Est - Érosions - Se - Égal - Autre - Évite - Rua - Osés - Serrées.

MOTS MASQUÉS EXPECTANT

Saisie de plus de 8 tonnes de couscous impropres à la consommation à Constantine

Une quantité estimée à 8,125 tonnes de couscous impropres à la consommation, vient d'être saisie par les services de la sûreté de daïra de Hamma Bouziane relevant de la sûreté de wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès des services de ce corps constitué. Ce lot de couscous jugé "avarié", a été découvert dans l'une des unités de production de pâtes, suite à un contrôle de routine mené en étroite collaboration avec les brigades d'inspection de la direction du commerce et des services agricoles, a précisé la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. L'intervention s'inscrit dans le cadre des efforts visant la protection de la santé du consommateur et la lutte contre le phénomène des intoxications alimentaires, a affirmé la même source. La marchandise en question a été immédiatement détruite par les services concernés et des procédures judiciaires nécessaires ont été prises, a-t-on indiqué.

34 morts et 1729 blessés sur les routes en une semaine

Trente-quatre (34) personnes sont décédées et 1729 autres ont été blessées dans 1408 accidents de la route survenus entre le 5 et le 11 octobre en cours à travers plusieurs wilayas du pays, indique un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Médéa avec 3 personnes décédées sur les lieux d'accident et 72 autres blessées suite à 36 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1919 interventions pour procéder à l'extinction de 1359 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (152 incendies), Tizi-Ouzou (132 incendies) et Blida (70 incendies). Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 16 incendies de forêts, 16 incendies de maquis, 57 incendies de broussailles, 11 incendies d'arbre fruitiers et 11 incendies de palmeraies, conclut le bilan.

Salon BatiWest d'Oran: près de 120 exposants prendront part à la 22^e édition

La 22^e édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "BatiWest 2025" se tiendra, du 15 au 19 octobre en cours à Oran, a indiqué, dimanche, Zoubir Ouali, commissaire de la manifestation. Près de 120 exposants y prendront part, représentant des entreprises nationales, ainsi que des sociétés étrangères venues d'Espagne, de Turquie, de Grèce et d'Allemagne, en plus de la participation d'institutions bancaires spécialisées dans le financement de l'habitat et d'organismes relevant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, a précisé M. Ouali à l'APS. Devenu un rendez-vous économique annuel incontournable à Oran, ce salon constitue un espace de rencontre, d'échange d'expé-

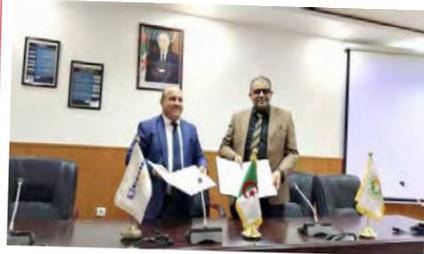


tistes et de création de partenariats avec les entreprises étrangères présentes, selon les organisateurs. Il est à noter que plus de 60 % des exposants sont de jeunes entreprises récemment créées, spécialisées dans la pro-

duction de matériaux de construction, avec pour ambition de commercialiser leurs produits dans l'Ouest et le Sud-ouest du pays, voire de les exporter vers des pays africains, a-t-on ajouté. Parallèlement au

salon, organisé à l'initiative de l'agence "SP Events Com Company", des rencontres bilatérales entre opérateurs économiques algériens et étrangers seront organisées pour encourager les partenariats. Des conférences portant sur les secteurs du bâtiment, de l'habitat et des énergies renouvelables en Algérie seront également animées. À titre de rappel, l'édition précédente avait enregistré la visite de plus de 18.000 personnes et avait permis la conclusion de plusieurs accords entre des producteurs de ciment et des promoteurs immobiliers, ainsi que la création de contacts commerciaux entre des opérateurs économiques locaux et des entreprises publiques et privées du secteur de l'immobilier et de l'habitat.

ENIE signe une convention de coopération avec l'université de Chlef



L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès a conclu, récemment, une convention de coopération et de partenariat avec l'Université "Hassiba Benbouali" de Chlef, dans le cadre de son ouverture sur le milieu universitaire, a-t-on appris auprès de cette entreprise publique. Selon la cellule de communication de l'ENIE, la cérémonie de signature s'est déroulée en présence du Président-directeur général de l'entreprise, Bouab Abdeslam, et du recteur de l'Université de Chlef, Gouini Larbi, ainsi que de plusieurs cadres de l'entreprise et enseignants universitaires. Cette convention, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre les secteurs de l'industrie et de l'enseignement supérieur, vise à consolider la coopération dans les domaines de la recherche scientifique et l'innovation, à favoriser les échanges d'expertises scientifiques et techniques, et à offrir des opportunités de formation pratique aux étudiants et chercheurs, contribuant ainsi au développement industriel et scientifique du secteur de l'électronique, précise la même source. En marge de la signature de cette convention, la délégation de l'Université de Chlef a effectué une visite aux laboratoires de recherche et de développement d'ENIE ainsi que de l'unité d'intégration électronique de l'entreprise, où elle a pu constater les capacités humaines et techniques dont dispose l'ENIE qui la positionnent en tant que pôle national de référence en matière de recherche et de développement industriel.

Décollage de la mégafusée Starship pour nouveau vol de test

La mégafusée Starship que construit Elon Musk pour aller sur la Lune et Mars s'est élancée lundi pour un nouveau vol test sous pression. Haute de plus de 120 mètres, cette fusée colossale s'est élevée dans un épais nuage de fumée dans le ciel du Texas, aux alentours de 18h25 (23H25 GMT). Cet onzième vol test survient un an jour pour jour après le 5^e vol d'essai de la fusée lors duquel SpaceX avait réussi pour la première fois à rattraper le propulseur grâce à des bras mécaniques. Depuis cette prouesse spectaculaire, Starship a néanmoins subi plusieurs revers techniques, notamment début 2025 avec des vols marqués par des explosions dans les airs. Bien que son dernier lancement en août eut été un succès, Elon Musk n'a pas réussi à faire taire les critiques croissantes d'experts estimant que la fusée pourrait ne pas être prête à temps. Elle devrait, en théorie, mener des vols vers Mars à partir de 2026 et permettre aux Américains de retourner sur la Lune en 2027, mais ces échéances apparaissent de plus en plus difficiles à tenir, "des milliers de défis techniques" restant encore à surmonter, selon Elon Musk lui-même.

La Californie régule les "chatbots" IA, une première aux États-Unis

La Californie a promulgué lundi une législation régulant pour la première fois aux États-Unis les agents conversationnels, ou "chatbots", d'intelligence artificielle (IA), après une série de suicides d'adolescents ayant noué des relations fictives intimes avec ces outils, a annoncé le

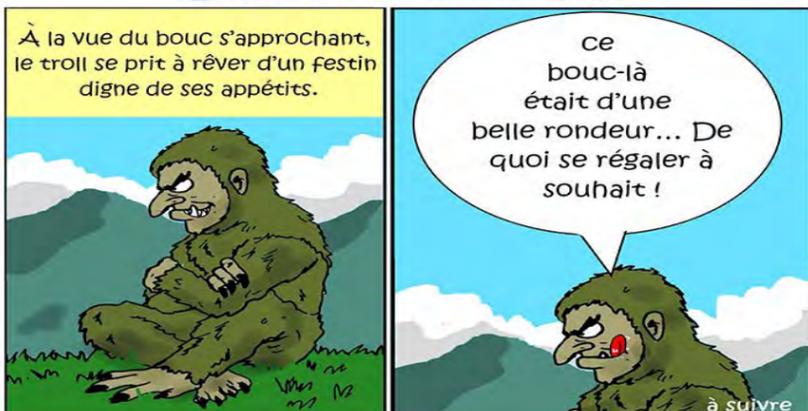
gouverneur Gavin Newsom. Défiant la pression de la Maison-Blanche qui s'oppose à la régulation de l'IA, le gouverneur démocrate a signé lundi une série de lois qui imposent, entre autres, de vérifier l'âge des utilisateurs, d'afficher des messages d'avertissement réguliers et de prévoir des protocoles de pré-

vention du suicide. "Nous avons vu des exemples vraiment horribles et tragiques de jeunes qui ont été victimes de technologies peu régulées, et nous ne resterons pas les bras croisés pendant que des entreprises exercent sans limites et sans rendre de comptes", a déclaré Gavin Newsom dans un communiqué publié après la promulgation de ce paquet législatif. Un des principaux textes, la loi SB243, concerne la régulation des chatbots suscep-

tibles de jouer un rôle de compagnon ou confident, tels que ceux développés par des plates-formes, comme Replika ou Character.AI. Cette dernière a été l'une des premières poursuivie en justice par les parents d'un adolescent américain de 14 ans, Sewell, qui s'est tué en 2024 après avoir noué une relation avec un chatbot inspiré de la série "Game of Thrones" et soupçonné de l'avoir renforcé dans ses pensées suicidaires.

EXPRESS-HISTORIQUE

Les trois boucs (12)



AUX POINGS

« Le statut de la magistrature sera promulgué avant la fin de l'année en cours. Convaincus du rôle vital de la magistrature, nous avons constamment insisté, dans les directives adressées au Gouvernement, sur la nécessité de bien prendre en charge les fonctionnaires du secteur de la Justice et de poursuivre les efforts visant à moraliser l'action judiciaire et à la promouvoir en termes de qualité et d'efficacité ».

Abdelmadjid Tebboune, président de la République





Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 20 km/h
Humidité : 67 %



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 12 km/h
Humidité : 86 %

Dohr : 12h34
Assar : 15h44
Maghreb : 18h15
Ïcha : 19h33

Jeudi 24 rabie el thani 1447
Sobh : 05h30
Chourouk : 06h57

TÉLÉPHONIE MOBILE

Vers l'intégration de l'e-SIM dans les offres de services

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé une réunion avec le président de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCÉ), les représentants des opérateurs de téléphonie mobile et de l'Agence nationale des fréquences (ANF), consacrée à l'examen de l'intégration de l'e-SIM (carte SIM numérique) dans les offres de services, a fait savoir un communiqué du ministère.

S'exprimant à cette occasion, le ministre a souligné que « cette technologie représente un saut qualitatif dans les services de téléphonie mobile, car elle permet l'activation de plusieurs lignes sur un seul appareil sans carte SIM physique, contribuant ainsi à la simplification des procédures, à la réduction des importations de cartes SIM et au renforcement de la sécurité numérique », a précisé la même source. Il a ajouté que, « l'adoption de l'ESIM s'inscrit dans le cadre



Sid Ali Zerrouki, ministre de la Poste et des Télécommunications

de la feuille de route de la transformation numérique qui accompagne les préparatifs du lancement du réseau 5G ». Appelant à une « coordination étroite entre les opérateurs et l'ARPCÉ afin de garantir l'opérationnalité des infrastructures et l'unification des normes techniques ». Dans ce contexte, le ministre a mis l'accent sur « l'importance du partage des infra-

structures entre les opérateurs, en tant que choix stratégique visant à réduire les coûts de l'investissement en infrastructures et à l'orienter vers le soutien aux investissements dans les infrastructures techniques pour les services de téléphonie et d'internet ». Ce dernier a souligné à cet égard que « le citoyen demeure au cœur des priorités du secteur, et que l'intégration de ce nouveau service s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le ministère pour fournir des services numériques modernes et sécurisés qui renforcent la position de l'Algérie dans le domaine des communications modernes », selon la même source.

L. Zeggane

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Du 20 octobre au 18 novembre prochain

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a annoncé l'ouverture de la période de révision des listes électorales, à partir de lundi prochain, et ce, jusqu'au mardi 18 novembre prochain, a indiqué, hier, le communiqué de l'ANIE. En effet, « en application des dispositions de l'ordonnance N 21-01 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, notamment les articles 62 et 65, l'ANIE informe les citoyens algériens et citoyennes algériennes, de l'ouverture de la période de révision périodique des listes électorales à partir de lundi 20 octobre 2025, et de sa clôture mardi 18 novembre 2025 », a précisé la même source. L'ANIE invite « les citoyennes et les citoyens non-inscrits sur les listes électorales, ayant atteint 18 ans au 31 décembre 2025, et remplissant les conditions légalement requises, à demander leur inscription sur la liste électorale de leur commune de résidence », a ajouté le communiqué. Elle a également invité les électeurs inscrits sur les listes électorales ayant changé de lieu de résidence, « à demander leur inscription sur la liste électorale de leur nouvelle commune de résidence ». À noter que, « les citoyennes et citoyens inscrits sur les listes électorales qui ont changé d'adresse dans leur commune de résidence pourront, en cas d'erreurs matérielles constatées dans leurs données personnelles, demander l'actualisation de la liste électorale au niveau de leur commune de résidence ». D'après la

L. Z.

CAMPAGNE NATIONALE LE 25 OCTOBRE PROCHAIN

Tous pour planter un million d'arbres

Dans le cadre du renforcement du couvert végétal et la lutte contre le changement climatique, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et la Direction générale des forêts ont annoncé l'organisation d'une campagne nationale de plantation d'un million de plants d'arbres en une seule journée, prévue le samedi 25 octobre en cours, à travers les différentes wilayas du pays, a indiqué un communiqué du ministère. En effet, « cette opération, qui se veut la plus grande campagne nationale de reboisement, sera organisée en partenariat avec l'Association « Algérie Verte » et son président, le créateur de contenu engagé, Fouad Maïla, l'objectif étant de planter un million de plants en une seule journée, en tenant compte des spécificités et des conditions climatiques de chaque région », a précisé le communiqué. Ajoutant que, « cette initiative nationale vise à renforcer le couvert végétal, à prévenir l'érosion des sols et à lutter contre la désertification, tout en promouvant la culture du reboisement et l'esprit de participation citoyenne, notamment chez les jeunes ». En cette occasion, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé que « bien plus qu'une simple campagne de reboisement, cette démarche traduit un engagement national pour un avenir plus durable pour notre pays ». Soulignant que « la protection des forêts est une responsabilité collective », ce dernier s'est dit convaincu que « les Algériens sauront une fois de plus relever le défi ». Le ministère a, dans ce cadre, invité les entreprises publiques et privées, les associations, les établissements éducatifs et scolaires et les citoyens à « contribuer activement au succès de ce rendez-vous national », réaffirmant son engagement à « soutenir toutes les initiatives visant à préserver le patrimoine forestier et à promouvoir le développement durable », a conclu le communiqué.

L. B.

PROJET DE PÔLE FINANCIER À SIDI MOUSSA, ALGER

Belaribi insiste sur le respect des délais de réalisation

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a effectué une visite de terrain dans la commune de Sidi Moussa (Alger), dans le cadre des préparatifs pour le lancement de la réalisation du projet du Pôle financier, qui se veut un édifice urbain moderne, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite, le ministre a suivi un exposé technique détaillé sur le pavillon administratif du projet (Zone 1), et s'est enquis des différents aspects liés aux préparatifs du lancement des travaux. Il a, à cet effet, donné une série d'instructions notamment pour « accélérer la réalisation des études, et en réduire les délais afin de permettre le lancement effectif des travaux dans les plus brefs délais », ainsi que « la finalisation des études tech-

niques du projet, la mise en place rapide du chantier, l'installation de la centrale à béton et des équipements de levage ».

Le ministre a également insisté sur « le lancement immédiat de la commande et la préparation des structures métalliques, la mobilisation d'équipes de travail au niveau de chaque ouvrage, l'adoption d'un système de travail en continu (3x8), en fixant un délai maximal de 24 mois pour l'achèvement et la livraison du projet ». L'Agence nationale de réalisation des investissements en équipements (ANRIE) a été désignée en tant que maître d'œuvre du projet, tandis que les travaux de réalisation ont été confiés à Cosider Construction, et l'étude et le suivi, au Bureau d'études de Cosider, précise la même source.

Ania N.

QUALIFICATIONS AU MONDIAL-2026 / ALGÉRIE 2 – OUGANDA 1

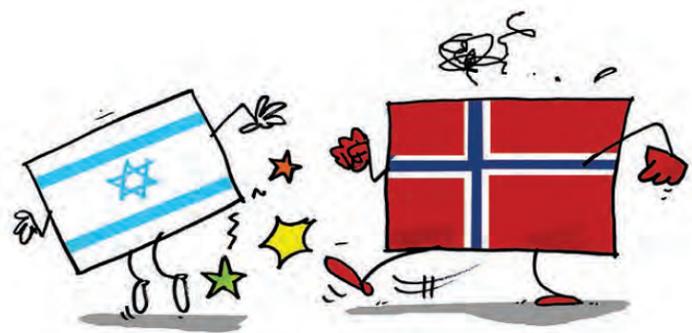
Des Verts renversants

L'Algérie s'est imposée face à son homologue ougandaise 2-1, en match disputé hier soir au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, comptant pour la dixième et dernière journée (Gr. G) des qualifications de la Coupe du monde 2026. L'Ouganda a ouvert le score par Mukwala (6e), avant qu'Amoura n'égalise en seconde période, sur penalty (80e). Amoura est revenu à la charge pour inscrire le but de la victoire, également sur penalty (90e+8). A la faveur de cette victoire, l'Algérie, termine en tête avec 25 points, avec sept unités d'avance sur ses poursuivants directs l'Ouganda et le Mozambique, vainqueur en déplacement face à la Somalie (1-0), cette dernière termine lanterne rouge avec un seul point seulement. La Guinée, tenue en échec par le Botswana (2-2), a terminé à la quatrième place (15 pts), alors que les Botswanais, avec 10 unités, occupent la 5e position. L'Algérie prendra part l'an prochain au cinquième Mondial dans son histoire, après les éditions de 1982 (Espagne), 1986 (Mexique), 2010 (Afrique du Sud) et 2014 (Brésil).

R. S.

SOUS-RIRE

La Norvège brandit le carton rouge à l'entité sioniste



Belkacem